

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2020 B 03634

Numéro SIREN : 325 952 224

Nom ou dénomination : BANQUE PSA FINANCE

Ce dépôt a été enregistré le 03/05/2022 sous le numéro de dépôt 8346

Banque PSA Finance
Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense cedex
S.A. à directoire et conseil de surveillance
au capital de € 8 320 000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Banque PSA Finance

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Banque PSA Finance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque PSA Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Evaluation des titres de participation et parts dans les entreprises liées

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans les notes 1-C et 6 de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation et parts dans les entreprises liées, figurant au bilan de la société Banque PSA Finance au 31 décembre 2021 pour un montant net de M€ 1 943, représentent un poste significatif du bilan. Ils sont comptabilisés à leur prix de revient hors frais accessoires, et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité.</p> <p>La détermination de cette valeur d'utilité requiert l'exercice de jugement par la direction dans son choix des éléments à considérer selon les titres concernés. Ces éléments peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (actif net, actif net retraité, actif net consolidé), ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité et plan d'affaires).</p> <p>La conjoncture et l'environnement économiques auxquels sont confrontées les participations et entreprises liées, ainsi que leurs implantations géographiques, peuvent avoir un impact sur l'évolution de leurs résultats et la marche des affaires.</p> <p>Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à l'établissement des prévisions, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et parts dans les entreprises liées constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à mettre en œuvre les procédures suivantes :</p> <p>Pour la détermination de la valeur d'utilité reposant sur des éléments historiques :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ Analyser la concordance entre les actifs nets retenus dans le calcul de la valeur d'utilité et les comptes des entités ayant fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques ;▶ Analyser la documentation des ajustements et retraitements opérés sur les actifs nets retenus ;▶ Vérifier l'exactitude arithmétique du calcul de la valeur d'utilité des titres ainsi évalués. <p>Pour la détermination de la valeur d'utilité reposant sur des éléments prévisionnels :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ Analyser la cohérence des perspectives de rentabilité utilisées pour déterminer la valeur d'utilité des participations avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques approuvés par la gouvernance des entités concernées en prenant en compte, le cas échéant, les impacts de la crise sanitaire liée au Covid-19 ;▶ Analyser les perspectives de rentabilité utilisées par le passé pour déterminer la valeur d'utilité en les comparant aux données financières correspondantes réalisées ;▶ Vérifier l'exactitude arithmétique du calcul de la valeur d'utilité des titres ainsi évalués.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du Code de commerce

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque PSA Finance par votre assemblée générale du 18 avril 2005 pour le cabinet MAZARS et du 19 avril 2011 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet MAZARS était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la onzième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 1^{er} mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG Audit

Matthew Brown

Luc Valverde

3.1 Commentaires sur les comptes et le bilan 2021 de la société Banque PSA Finance

Les états financiers de Banque PSA Finance arrêtés au 31 décembre 2021 traduisent les évolutions de la banque dans les trois domaines d'activités qui sont les siens :

- en tant qu'établissement principal de la succursale opérationnelle en Pologne ;
- en tant que société holding de filiales implantées en France et à l'étranger ;

- en tant que centrale de refinancement de la succursale polonaise.

Banque PSA Finance est par ailleurs la holding d'un Groupe de sociétés d'assurance constitué notamment de sociétés d'assurance, vie et non vie, sous le contrôle du Malta Financial Services Authority (MFSA).

Compte de résultat

Le résultat net de l'exercice 2021 est ressorti à 351 millions d'euros contre 248 millions d'euros en 2020, en hausse de 103 millions d'euros. La variation résulte principalement des éléments suivants :

- Le Produit Net Bancaire est en hausse de 31 millions d'euros qui s'explique principalement par un produit à recevoir relatif au remboursement de 38,5 millions d'euros de l'autorité de la concurrence italienne suite au jugement favorable intervenu entre 31 décembre 2021 et la date d'arrêté des comptes et une diminution de 8 millions d'euros de dividendes en 2021 en comparaison à l'année précédente (275 millions d'euros reçus en 2021 contre 283 millions d'euros en 2020).
- La variation des charges générales d'exploitations est non significative.
- Les dotations aux amortissements sont stables ;
- Le coût du risque est non significatif du fait de la faible activité avec la clientèle ;
- Les gains sur actifs immobilisés s'élèvent à 53 millions d'euros en 2021, et s'expliquent principalement par la cession des titres de participation de PSA Finance UK Ltd, PSA Finance Belux et PSA Financial Service Nederland B.V. à PSA Financial service Spain E.FC. S.A..

Bilan

Le total du bilan ressort à 2 890 millions d'euros à fin 2021 contre 2 879 millions d'euros à fin 2020. Les éléments notables sont les suivants :

A l'actif

- La réserve de liquidité de Banque PSA Finance s'élève à 609 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 523 millions en décembre 2020. Les actifs liquides de grande qualité sont stables.
- Les parts dans les entreprises liées et coentreprises s'élèvent à 1 943 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 004 millions d'euros au 31 décembre 2020. Cette baisse de 61 millions s'explique, d'une part par la diminution de 16 millions d'euros des participations de Banque PSA Finance dans ses entreprises liées, d'autre part par la baisse de 45 millions d'euros dans les coentreprises comprenant le transfert des titres

PSA Finance UK Ltd, PSA Finance Belux et PSA Financial Service Nederland B.V., initialement détenus par Banque PSA Finance, à PSA Financial Service Spain E.FC. S.A.

Au passif

- Les comptes ordinaires bancaire sont en baisse de 4 millions d'euros.
- Les capitaux propres sont en hausse de 245 millions d'euros, correspondant au résultat de l'exercice 2021 déduction faite des dividendes versés au titre de l'exercice 2020.

Hors-bilan

La variation des postes de hors bilan est liée à la variation des engagements de financement reçus d'établissements de crédit au titre des lignes bancaires bilatérales à long terme .

3.3 Bilan au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Actif			
Opérations interbancaires et assimilées		817 123	495 462
- Caisse, banques centrales, CCP	2	498 948	173 173
- Créances sur les établissements de crédit	3	318 175	322 289
Opérations avec la clientèle	4	155	756
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable	5	-	235 085
Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	6	1 943 213	2 004 602
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisations incorporelles	7	61 893	54 382
Immobilisations corporelles	7	970	1 082
Autres actifs	8	21 732	50 530
Comptes de régularisation	9	45 194	37 106
Total de l'actif		2 890 280	2 879 005
Passif			
Opérations interbancaires et assimilées		8 513	12 322
- Dettes envers les établissements de crédit	10	8 513	12 322
Opérations avec la clientèle	11	8 939	5 803
Dettes représentées par un titre	12	-	206 563
Autres passifs	13	31 958	28 605
Comptes de régularisation	14	10 628	40 516
Provisions	15	1 786	1 943
Dettes subordonnées		-	-
Capitaux propres	16	2 828 456	2 583 253
- Capital souscrit		199 620	199 620
- Primes d'émission		642 815	642 815
- Réserves		319 962	319 962
- Report à nouveau		1 314 808	1 173 274
- Résultat de l'exercice		351 251	247 582
Total du passif		2 890 280	2 879 005

Les totaux du bilan actif et passif ventilés en Euros/Devises est détaillé dans la Note 17.

3.4 Hors-bilan au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Engagements donnés		
Engagements de financement	-	-
- En faveur d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- En faveur de la clientèle, entreprises liées	-	-
- En faveur de la clientèle, hors groupe	-	-
Engagements de garantie	7 686	16 007
- En faveur d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- En faveur d'établissements de crédit, hors groupe	669	669
- En faveur de la clientèle, entreprises liées	6 430	14 746
- En faveur de la clientèle, hors groupe	587	592
Engagements sur titres	-	-
- Titres à livrer, hors groupe	-	-
Autres engagements donnés	-	-
- Autres	-	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	90 000	140 559
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	90 000	140 559
Engagements de garantie	115	2 457
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	115	2 457

Le hors-bilan relatif aux instruments financiers à terme est détaillé dans la Note 18.

3.5 Compte de résultat au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31.12.2021	31.12.2020
Intérêts et produits assimilés		6 465	13 283
- Sur opérations avec les établissements de crédit	19	180	271
- Sur opérations avec la clientèle	20	3 786	3 758
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	21	2 499	9 254
Intérêts et charges assimilées		(5 370)	(13 533)
- Sur opérations avec les établissements de crédit	19	(1 944)	(930)
- Sur opérations avec la clientèle	20	(6)	(34)
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	21	(3 420)	(12 569)
Revenus des titres à revenu variable	22	274 864	283 442
Commissions (Produits)	23	583	498
Commissions (Charges)	23	(687)	(723)
Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilé	24	(355)	(875)
Autres produits d'exploitation bancaire	25	43 351	5 998
Autres charges d'exploitation bancaire	25	(92)	(39)
Produit net bancaire		318 759	288 051
Charges générales d'exploitation	26	(6 281)	(7 639)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	7	(12 431)	(11 042)
Résultat brut d'exploitation		300 047	269 370
Coût du risque	27	181	34
Résultat d'exploitation		300 228	269 404
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	28	52 505	(22 189)
Résultat exceptionnel		-	-
Résultat courant avant impôt		352 733	247 215
Impôt sur les bénéfices	29	(1 482)	367
Résultat de l'exercice		351 251	247 582
<i>Résultat par action (en euros)</i>		<i>28,15</i>	<i>19,84</i>

3.6 Notes annexes aux états financiers pour les exercices clos en 2021 et 2020

Notes Annexes

Note 1	Principes comptables
Note 2	Caisse, banques centrales, CCP
Note 3	Créances sur les établissements de crédit
Note 4	Opérations avec la clientèle
Note 5	Actions et autres titres à revenu variable
Note 6	Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme
Note 7	Immobilisations incorporelles et corporelles
Note 8	Autres actifs
Note 9	Comptes de régularisation actif
Note 10	Dettes envers les établissements de crédit
Note 11	Opérations avec la clientèle
Note 12	Dettes représentées par un titre
Note 13	Autres passifs
Note 14	Comptes de régularisation passif
Note 15	Provisions
Note 16	Variation des capitaux propres
Note 17	Ventilation actif passif en Euros / Devises
Note 18	Instruments financiers à terme
Note 19	Intérêts et assimilés sur opérations avec les établissements de crédit
Note 20	Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle
Note 21	Intérêts et assimilés sur opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe
Note 22	Revenus des titres à revenu variable
Note 23	Commissions
Note 24	Gains et pertes sur portefeuille de placement et assimilé
Note 25	Autres produits et Charges d'exploitation bancaire
Note 26	Charges générales d'exploitation
Note 27	Coût du risque
Note 28	Gains ou pertes sur actifs immobilisés
Note 29	Impôts sur les bénéfices
Note 30	Résultat par secteur d'activité
Note 31	Événements postérieurs à la clôture

Les états financiers du 31 décembre 2021 de la société Banque PSA Finance sont établis et présentés conformément aux principes applicables en France aux établissements de crédit, notamment le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et amendé par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice. Les changements éventuels dans la présentation sont mentionnés dans chacune des notes annexes concernées.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes A à H ci-dessous.

A. Principes de centralisation

Les comptes sociaux de Banque PSA Finance centralisent les comptes de la société Banque PSA Finance et de sa succursale étrangère basée en Pologne.

Les comptes individuels de la succursale polonaise sont établis selon les règles comptables en vigueur dans le pays d'activité. Par application des règles comptables bancaires françaises d'une part, et pour des raisons d'homogénéité d'autre part, ces comptes sont retraités avant centralisation.

Les principaux retraitements applicables sont les suivants :

- présentation patrimoniale des opérations de crédit-bail et assimilées et des opérations de location simple ;
- annulation de l'impôt différé présent dans les comptes sociaux locaux ;
- étalement des commissions versées aux apporteurs ;
- application des normes groupe pour le provisionnement des créances (cf. paragraphe D ci-après).

B. Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la partie relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances sont portés à l'actif du bilan. Les immobilisations incorporelles ainsi créées, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement sont immédiatement portés en charges.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles autres que

les terrains sont amorties linéairement sur les durées de vie suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| - Constructions | 20 à 30 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | 4 à 10 ans |

C. Titres

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du

secteur bancaire, les titres sont classés en fonction de l'intention qui préside à leur détention.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Les décotes ou primes sont amorties ou étalées sur la durée de vie résiduelle des titres, selon la méthode linéaire. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

Lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres, une dépréciation est comptabilisée.

Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition. Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres est amorti de façon linéaire sur leur durée de vie résiduelle. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. Lorsque le prix de marché à la date de clôture est inférieure à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est comptabilisée.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les intérêts sont inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Dans le cas des OPCVM avec garantie de résultat, les intérêts garantis par le contrat sont comptabilisés tous les mois sans attendre le versement du dividende et inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres de transaction

Il n'y a pas d'activité sur titres de transaction, autrement dit, sur titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide avec intention de revente à brève échéance dans un délai maximum de six mois.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de la banque sont classés dans cette catégorie conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, hors frais accessoires d'achat.

La valeur d'inventaire des participations est déterminée par la valeur d'utilité fondée généralement sur la quote-part d'actif net retraité conformément aux principes du groupe, ou consolidé lorsqu'il s'agit de sociétés mères des sous-groupes. Les autres participations sont estimées d'après leur valeur d'utilité fondée sur une analyse multicritères tenant compte notamment de l'actif net social et des perspectives de rentabilité, issue généralement des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats. Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est constituée dans les livres à hauteur de la différence.

Lorsque la valeur d'inventaire est négative, et si la situation le justifie, une provision est alors constituée.

D. Créances sur la clientèle

D.1 Opérations avec la clientèle

La valeur brute des financements de vente à crédit inclut les intérêts courus. Les intérêts des financements sont enregistrés en produits financiers sur la durée des contrats selon la méthode actuarielle. Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs de clientèle, ainsi que les frais administratifs directs externes sont enregistrées en « Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle » et sont étalées de manière symétrique aux produits comptabilisés sur les contrats. Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats sont passés en charges au moment où ils sont exposés et enregistrés en « Commissions » sur opérations avec la clientèle.

La valeur brute des financements de stock aux réseaux comprend le montant principal avancé et les intérêts courus qui sont comptabilisés en produits financiers sur une base mensuelle.

Classement en créances douteuses

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les engagements présentant des échéances impayées de plus de 90 jours ou de plus de 270 jours pour les Administrations locales, sont classés en créances douteuses.

Notion de statut immunisant : l'application d'un statut immunisant permet le report du déclassement en créances douteuses dans la limite de 150 jours pour la clientèle « Retail », de 451 jours pour la clientèle « Corporate » et de 631 jours pour les Administrations locales et dans la mesure où les impayés ne sont que la conséquence d'événements techniques non liés à la solvabilité du client.

Notion de statut forçant : l'utilisation d'un statut forçant en cas de risque aggravé permet le déclassement avant 91 jours ou 271 jours.

Pour la clientèle autre que « Retail », dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement par le délai, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash ». L'existence du « Rapport Flash » est reconnue dans les systèmes et joue le rôle de statut forçant.

Dépréciation et provisions sur créances clientèle

Les dépréciations et provisions sur créances à la clientèle « Retail » :

- En ce qui concerne les créances saines, l'existence d'un impayé caractérise le risque de perte de valeur de la créance. Dès le premier jour d'impayé, la totalité de l'encours restant dû est déprécié en fonction de sa probabilité de passage en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées. La provision calculée est classée au passif du bilan.

- En ce qui concerne les créances douteuses, telles que définies précédemment, Banque PSA Finance a constitué une base de données historiques, qui intègre les données de recouvrement effectif de ces créances. Cette base permet d'apprécier le taux de pertes moyennes actualisées, sur la base duquel est calculée la dépréciation sur créances douteuses.

Les dépréciations des créances à la clientèle autre que « Retail » :

- Dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash », qui précise le montant éventuel de la dépréciation.

A la demande du régulateur, un modèle de dépréciation a été développé prenant en compte différents indicateurs (secteurs, zones à risques, etc...). A ce titre, Banque PSA Finance enregistre une dépréciation collective sur l'encours sain Corporate depuis fin 2014.

Passages en pertes :

Dès lors qu'une créance est considérée comme irrécouvrable, elle est passée en pertes. A partir de ce moment, la dépréciation précédente est reprise par résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité au compte de résultat.

D.2 Commissions reçues et coûts marginaux de transaction étalés

Les commissions reçues comprennent essentiellement les bonifications d'intérêts versées par les marques Peugeot, DS et Citroën et les frais de dossiers facturés aux clients. Elles font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

Les coûts marginaux de transaction comprennent essentiellement les commissions versées aux apporteurs d'affaires. Ils font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

E. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre regroupent les bons de caisse, les emprunts obligataires, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus attachés à ces titres sont enregistrés dans un compte de dettes rattachées.

Les primes d'émission des emprunts obligataires sont amorties de façon linéaire sur la durée de vie des emprunts. Les primes d'émission des titres de créances négociables sont également amorties de façon linéaire, sur la durée de vie des titres. La charge correspondante est inscrite au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts sur dettes représentées par un titre ».

Conformément à l'option fiscale d'étalement retenue, les frais d'émission sont amortis et comptabilisés dans les mêmes conditions que les primes d'émission.

F. Instruments financiers à terme

F.1 Nature des opérations

Les encours consentis par les sociétés du groupe à la clientèle sont essentiellement accordés à taux fixe, le refinancement est en majeure partie indexé sur des taux révisables ou variables.

L'impact des variations de taux d'intérêt sur la marge des sociétés du groupe est couvert en contractant des dérivés auprès de banques externes. Ces dérivés permettent l'adéquation globale des structures de taux de l'actif et du passif et sont qualifiés de macro couverture.

En outre, les opérations permettant de limiter le risque de taux sur les excédents de liquidité de Banque PSA Finance sont qualifiées de micro couverture (au sens de la réglementation bancaire française). C'est aussi le cas des dérivés qui ramènent à taux variable la partie du refinancement contracté à taux fixe.

Les opérations effectuées par Banque PSA Finance dans le cadre de la centralisation de la trésorerie et par les sociétés du groupe hors zone euro, sont donc essentiellement des opérations de couverture.

Les dérivés le plus souvent utilisés sont les instruments d'échange de taux d'intérêt (swaps de taux), les opérations assimilées (caps, floors, swaptions,...) et les instruments d'échange de devises (swaps de devises).

F.2 Principes d'enregistrement

Les dérivés en vie à la date de clôture figurent dans les engagements hors bilan. Les dérivés de taux et de change sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les montants inscrits dans les comptes de hors bilan correspondent aux engagements nominaux et représentent le volume des opérations et non les risques qui leur sont associés.

Opérations de macro couverture

Pour les opérations qualifiées de macro couverture, les charges et les produits sont inscrits prorata-temporis en compte de résultat.

a) Les résultats relatifs aux opérations qui couvrent l'activité de financement de la succursale polonaise figurent au poste « Intérêts sur opérations avec la clientèle » (cf. Note 20).

b) Les résultats relatifs aux opérations qui couvrent l'activité de financement des filiales, via les prêts interbancaires qui leurs sont accordés, figurent au poste « Intérêts sur opérations avec les établissements de crédit » (cf. Note 19).

Opérations de micro couverture

Pour les opérations de Banque PSA Finance qualifiées d'opérations de micro couverture, les charges et les produits relatifs aux dérivés utilisés, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts.

Traitement des soultes

Les soultes constatées lors de la conclusion d'un contrat sont rapportées au compte de résultat sur la durée de vie du contrat.

Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat, ou de son remplacement par un autre contrat, sont rapportées immédiatement au compte de résultat si position isolée. Elles sont par contre amorties prorata-temporis pour les opérations de macro couverture et les opérations de micro couverture.

Traitement des acomptes sur résultat futur des swaps

Dans le cas de swaps avec acompte payé ou reçu sur résultat futur :

- l'acompte payé est comptabilisé en « charges payées d'avance »,
- l'acompte reçu est comptabilisé en « produits constatés d'avance ».

Traitement des swaptions de couverture de la production future d'encours de crédit à taux fixe

La prime payée est étalée linéairement entre la date de paiement de la prime et la date d'échéance de l'option.

A l'échéance, la valeur intrinsèque de l'option est étalée linéairement sur la durée de vie des swaps de macro couverture mis en place en couverture de l'encours de crédit à taux fixe.

F.3 Risque de contrepartie

Les risques sont limités aux opérations sur produits dérivés négociés dans le cadre de contrats FBF ou ISDA et à des opérations de placement de liquidités à très court terme avec des contreparties de premier plan.

G. Opérations en devises

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans leur devise d'origine. A chaque arrêté comptable, les éléments du bilan et du hors bilan en devises étrangères sont réévalués en euros au cours du jour de clôture. Les gains et pertes de change résultant des réévaluations ci-dessus sont enregistrés au compte de résultat.

Les opérations en devises sont systématiquement couvertes par la mise en place d'instruments dérivés de couverture de change. L'impact en résultat de ces dérivés compense celui des opérations décrites précédemment. En conséquence, le résultat de change est structurellement non significatif.

H. Entreprises liées

Les « entreprises liées » correspondent aux entités ayant entre elles des liens de contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

Note 2 Caisse, banques centrales, CCP

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Caisse & CCP	-	1
Banques centrales	499 017	173 203
- dont réserves obligatoires auprès de la Banque de France	-	-
Créances rattachées	(69)	(31)
Total	498 948	173 173

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	498 948	173 172
Union européenne (hors France)	-	1
Total	498 948	173 173

Note 3 Créances sur les établissements de crédit

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Créances à vue sur établissements de crédit	110 410	114 518
Comptes ordinaires débiteurs	110 457	114 505
Prêts au jour le jour	-	-
Créances rattachées	(47)	13
Créances à terme sur établissements de crédit	207 765	207 771
Prêts et pensions à terme (1)	207 500	207 500
Créances rattachées	265	271
Total	318 175	322 289
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>74 053</i>	<i>74 058</i>

(1) En 2020, Banque PSA Finance a accordé des prêts subordonnés: pour un montant de 35 millions d'euros à Opel Bank S.A, coentreprise française en partenariat avec BNP Paribas Personal Finance et pour 20 millions d'euros à PSA Finance Espana EFC.SA., coentreprise en partenariat avec Santander Consumer Finance.

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	110 675	114 789
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	207 500	207 500
Total	318 175	322 289

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	317 773	322 288
Union européenne (hors France)	402	1
Total	318 175	322 289

Note 4 Opérations avec la clientèle

4.1 - Analyse des créances nettes totales

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Prêts à la clientèle financière	-	-
Créances sur la clientèle	-	663
Vente à crédit	-	649
- dont dépréciations (1)	-	(232)
Créances rattachées sur vente à crédit	-	-
Autres créances (dont crédits à l'équipement, crédits revolving)	-	14
- dont dépréciations (1)	-	(268)
Créances rattachées sur autres créances	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	155	92
Comptes ordinaires	155	92
Créances rattachées	-	-
Éléments intégrés au coût amorti des opérations avec la clientèle	-	1
Étalement des coûts d'acquisition	-	6
Étalement des frais de dossiers	-	(5)
Étalement de la participation des marques et des réseaux	-	-
Total	155	756
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

(1) Hors écart de conversion et variation de périmètre. Cf. variation des dépréciations Note 27.

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	155	207
Inférieur à 3 mois	-	138
De 3 mois à 1 an	-	247
De 1 à 5 ans	-	164
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	155	756

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	155	92
Union européenne (hors France)	-	664
Total	155	756

4.2 - Analyse des créances saines avec impayés

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Vente à crédit	-	60
- Montant brut	-	64
- Dépréciations (1)	-	(4)
Total	-	60

(1) Hors écart de conversion et variation de périmètre. Cf. variation des dépréciations Note 27.

4.3 - Analyse des créances douteuses

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Vente à crédit	-	107
- Montant brut	-	339
- Dépréciations (1)	-	(232)
Autres créances et comptes ordinaires	-	-
- Montant brut	-	268
- Dépréciations (1)	-	(268)
Total	-	107

(1) Hors écart de conversion et variation de périmètre. Cf. variation des dépréciations Note 27.

Note 5 Actions et autres titres à revenu variable

Concerne uniquement le siège

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Titres de placement	-	235 085
Titres OPCVM (1)	-	236 628
Dépréciations	-	(1 543)
Total	-	235 085

(1) Les OPCVM sont qualifiés en tant qu'équivalent de trésorerie et font partie de la réserve de liquidité du groupe BPF.

Note 6 Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2021
Parts dans les entreprises liées	211 816	(119)	(16 104)	-	195 593
Etablissements de crédit					
- Brut (1)	231 790	-	(35 406)	-	196 384
- Dépréciations (1)	(19 974)	(119)	19 302	-	(791)
Autres					
- Brut	-	-	-	-	-
- Dépréciations	-	-	-	-	-
Créances rattachées sur parts dans les entreprises liées (2)					
- Brut	-	-	-	-	-
- Dépréciations	-	-	-	-	-
Parts détenues dans les coentreprises	1 792 786	189 265	(234 431)	-	1 747 620
- Brut (2)	1 802 860	189 541	(236 431)	-	1 755 970
- Dépréciations	(10 074)	(276)	2 000	-	(8 350)
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-	-	-	-
Total	2 004 602	189 146	(250 535)	-	1 943 213

(1) Cette variation est relative à la liquidation des sociétés BANK PSA Finance Rus et de Peugeot Citroen Leasing Russie.

(2) Ces variations sont relatives au transfert des titres PSA Finance UK Ltd, PSA Finance Belux et PSA Financial Service Nederland B.V., initialement détenus par Banque PSA Finance, à PSA Financial service Spain E.F.C. S.A.

Détails des parts dans les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2021
Valeurs brutes					
Etablissements de crédit	231 790	-	(35 406)	-	196 384
- PSA Finance Hungaria Zrt	HU	424	(424)	-	-
- Banque PSA Finance Mexico SA de CV	MX	242	-	-	242
- PSA Financial Holding B.V. (4)	NL	138 389	-	-	138 389
- BPF Pazarlama AHAS	TR	968	-	-	968
- PCA Compania de Seguros	AR	518	-	-	518
- Peugeot Citroen Leasing Russie	RU	2 703	(2 703)	-	-
- Banque PSA Finance Rus	RU	32 279	(32 279)	-	-
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	12	-	-	12
- PSA Services Ltd	MT	56 255	-	-	56 255
Autres	-	-	-	-	-
Dépréciations des titres					
Etablissements de crédit	(19 974)	(119)	19 302	-	(791)
- PSA Finance Hungaria Zrt	HU	(424)	424	-	-
- Banque PSA Finance Mexico SA de CV	MX	(70)	6	-	(64)
- BPF Pazarlama AHAS	TR	(597)	(119)	-	(716)
- Peugeot Citroen Leasing Russie	RU	(2 703)	2 703	-	-
- Banque PSA Finance Rus (3)	RU	(16 169)	16 169	-	-
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	(11)	-	-	(11)
Autres	-	-	-	-	-
Total	211 816	(119)	(16 104)	-	195 593

Détails des parts détenues dans les coentreprises

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2021
Valeurs brutes	1 802 860	189 541	(236 431)	-	1 755 970
- PSA Banque France (1)	FR 469 711	-	-	-	469 711
- PSA Finance UK Ltd (1)	GB 147 290	-	(147 290)	-	-
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.(3)	AR 13 159	-	-	-	13 159
- PSA Finance España EFC (1)	ES 142 838	189 541	-	-	332 379
- Banca Italia S.p.a (1)	IT 154 402	-	-	-	154 402
- PSA Finance Belux (1)	BE 64 908	-	(64 908)	-	-
- Banco PSA Finance Brasil S.A. (4)	BR 27 025	-	-	-	27 025
- PSA Financial Services Nederland B.V. (1)	NL 24 233	-	(24 233)	-	-
- PSA Bank deutschland GmbH (1)	DE 254 703	-	-	-	254 703
- PSA Finance Polska Sp.zo.o. (1)	PL 15 367	-	-	-	15 367
- Opel Bank S.A (2)	FR 489 208	-	-	-	489 208
- Olympia SAS (2)	FR 16	-	-	-	16
Dépréciations des titres	(10 074)	(276)	2 000	-	(8 350)
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.(3)	AR (5 394)	-	2 000	-	(3 394)
- Banco PSA Finance Brasil S.A. (4)	BR (4 680)	(276)	-	-	(4 956)
Total	1 792 786	189 265	(234 431)	-	1 747 620

(1) Coentreprises détenues 50/50 avec Santander Consumer Finance.

(2) Coentreprises détenues 50/50 avec BNP Paribas Personal Finance

(3) Coentreprise détenue 50/50 avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en Argentine

(4) Coentreprises détenues 50/50 avec le groupe Santander.

Note 07 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette
Immobilisations corporelles	1 128	(158)	970	1 160	(78)	1 082
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	-	-	-	32	(32)	-
- Matériel et outillage	10	(9)	1	10	(9)	1
- Autres	1 118	(149)	969	1 118	(37)	1 081
Immobilisations incorporelles	256 462	(194 569)	61 893	236 643	(182 261)	54 382
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
- Logiciels	256 461	(194 569)	61 892	236 642	(182 261)	54 381
- Autres	1	-	1	1	-	1
Total	257 590	(194 727)	62 863	237 803	(182 339)	55 464

Tableau de variation des valeurs brutes

(en milliers d'euros)	31.12.2020				31.12.2021
	Valeur brute Immobilisations	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute Immobilisations
Immobilisations corporelles	1 160	-	(32)	-	1 128
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	32	-	(32)	-	-
- Matériel et outillage	10	-	-	-	10
- Autres	1 118	-	-	-	1 118
Immobilisations incorporelles	236 643	19 819	-	-	256 462
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	236 642	19 819	-	-	256 461
- Autres	1	-	-	-	1
Total	237 803	19 819	(32)	-	257 590

Tableau de variation des amortissements

(en milliers d'euros)	31.12.2020				31.12.2021
	Amortissements Immobilisations	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Amortissements Immobilisations
Immobilisations corporelles	(78)	(112)	32	-	(158)
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	(32)	-	32	-	-
- Matériel et outillage	(9)	-	-	-	(9)
- Autres	(37)	(112)	-	-	(149)
Immobilisations incorporelles	(182 261)	(12 319)	11	-	(194 569)
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	(182 261)	(12 319)	11	-	(194 569)
- Autres	-	-	-	-	-
Total	(182 339)	(12 431)	43	-	(194 727)

Note 08 Autres actifs

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Etat et organismes sociaux (1) (2)	2 806	12 466
Fond de garantie des dépôts	1 460	1 535
Autres actifs (3)	15 718	34 778
Ecart de conversion	1 748	1 751
Total (2)	21 732	50 530
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>1 091</i>	<i>18 118</i>

(1) L'Administration italienne a remboursé à la Banque PSA Finance le crédit d'impôt pour un montant de la créance de 9,3 millions d'euros et de 0,7 millions d'euros d'intérêts.

(2) Chez BPF S.A. 1,7 millions d'euros correspondent à la TVA déductible provisionnée dans le cadre de l'assistance technique.

(3) On note une diminution du total des autres actifs de 19 millions d'euros principalement due aux dividendes à recevoir de 17,7 millions d'euros en 2020 vs 0,6 millions d'euros en 2021.

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	19 965	48 763
Union européenne (hors France)	1 767	1 767
Total	21 732	50 530

Note 9 Comptes de régularisation actif

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Charges payées d'avance	194	182
Charges à répartir sur prime d'émission des titres	-	25
Autres charges à répartir	-	69
Autres charges payées d'avance	194	88
Produits à recevoir	45 000	9 961
Sur instruments financiers à terme (1)	-	2 831
Autres produits à recevoir (2)	45 000	7 130
Autres comptes de régularisation	-	26 963
Ajustement devises (3)	-	26 113
Comptes de régularisation divers	-	850
Total	45 194	37 106

(1) L'EMTN émis a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé. Les charges payées d'avance sur ces instruments correspondaient aux appels de marge versés.

(2) Cette variation est commentée dans la note 31 "Evénements postérieurs à la clôture".

(3) Le poste d'ajustement de devises correspond à la réévaluation des swaps de devises (Euro/USD) qui couvrent les opérations de financement en devises sur 2020.

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	45 194	37 086
Union européenne (hors France)	-	20
Total	45 194	37 106

Note 10 Dettes envers les établissements de crédit

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dettes à vue envers les établissements de crédit	8 513	12 322
Comptes ordinaires créditeurs	8 513	12 322
Comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	-	-
Dettes à terme envers les établissements de crédit	-	-
Total	8 513	12 322
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>8 513</i>	<i>12 223</i>

Depuis la mise en place des partenariats locaux avec Santander Consumer Finance et BNP Paribas Personal Finance, le refinancement des filiales n'est plus sous la responsabilité de Banque PSA Finance.

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	8 513	12 322
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	8 513	12 322

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	8 513	12 223
Union européenne (hors France)	-	99
Total	8 513	12 322

Note 11 Opérations avec la clientèle

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	8 939	5 803
Comptes ordinaires créditeurs	8 939	5 695
Autres sommes dues	-	108
Dettes rattachées sur comptes ordinaires créditeurs	-	-
Dettes à terme sur opérations avec la clientèle	-	-
Total	8 939	5 803
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>7 747</i>	<i>4 000</i>

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	8 939	5 803
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	8 939	5 803

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	8 939	5 695
Union européenne (hors France)	-	108
Total	8 939	5 803

Note 12 Dettes représentées par un titre

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	206 563
EMTN et BMTN	-	203 732
Certificats de dépôts	-	-
Dettes rattachées	-	2 831
Total	-	206 563

L'EMTN émis de 250 millions de dollars US a été remboursé en avril 2021.

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	-	2 831
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	203 732
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	-	206 563

Note 13 Autres passifs

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Etat	1 848	412
Organismes sociaux	5	10
Dettes fournisseurs (1)(2)	30 105	28 179
Autres passifs	-	4
Total	31 958	28 605
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>27 100</i>	<i>22 693</i>

(1) En France, Banque PSA Finance règle ses fournisseurs dans un délai maximum de 45 jours fin de mois à compter de la date de la facture, en conformité avec les dispositions de la Loi de Modernisation de l'Economie (article L. 441-6 du Code de commerce).

(2) Ce poste est principalement constitué des refacturations de fin d'année de Peugeot S.A. à hauteur de 27 millions d'euros.

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	31 948	28 570
Union européenne (hors France)	10	35
Total	31 958	28 605

Note 14 Comptes de régularisation passif

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits constatés d'avance	-	30 319
Sur Instruments Financiers à Terme (1)	-	30 319
Autres produits constatés d'avance	-	-
Charges à payer	10 344	10 100
Sur Instruments Financiers à Terme (2)	-	749
Autres charges à payer	10 344	9 351
Autres comptes de régularisation	284	97
Ajustement devises	-	-
Comptes de régularisation divers	284	97
Total	10 628	40 516

(1) L'EMTN émis a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé. Au 31 décembre 2020 ce poste enregistrait 30,3 millions d'euros au titre des différentiels d'intérêts sur swaps reçus par avance (appels de marge) des contreparties. Note 13 et 17

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	10 534	40 344
Union européenne (hors France)	94	172
Total	10 628	40 516

Note 15 Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Dotations	Reprises		31.12.2021
			Utilisées	Non utilisées	
Union européenne (hors France)					
- Provision pour retraite	-	-	-	-	-
- Provision pour revente véhicules d'occasion	-	-	-	-	-
- Autres provisions	13	-	(13)	-	-
France					
- Provision pour risques fiscaux	105	-	-	(105)	-
- Autres provisions pour risques et charges	1 825	-	(39)	-	1 786
Total	1 943	-	(52)	(105)	1 786

Note 16 Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Résultat de l'exercice	31.12.2021
Capital (1)	199 620		-		199 620
Primes d'émission, d'apport, de fusion	642 815		-		642 815
Autres réserves	300 000		-		300 000
Réserve légale	19 962	-			19 962
Report à nouveau	1 173 274	141 534	-		1 314 808
Résultat	247 582	(247 582)	-	351 251	351 251
Total	2 583 253	(106 048)	-	351 251	2 828 456
Dividendes versés		106 048			

(1) Au 31/12/2021, le capital social de 199 millions d'euros, intégralement libéré, est composé de 12 476 246 actions émises. Banque PSA Finance est détenue par la société Peugeot S.A. (9 348 180 actions représentant 75% du capital) et par deux de ses filiales : la société Automobiles Peugeot S.A. (qui détient 2 002 862 actions soit 16% du capital) et la société Automobiles Citroën S.A. (qui détient 1 125 203 actions soit 9% du capital). Le Directeur General Administrateur de Banque PSA Finance détient la dernière action.

Note 17 Ventilation actif passif en Euros / Devises

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Actif en devises	2 735	5 680
Actif en euros	2 849 045	2 873 325
Total Actif	2 851 780	2 879 005
Passif en devises	131	207 830
Passif en euros	2 851 649	2 671 175
Total Passif	2 851 780	2 879 005

Note 18 Instruments financiers à terme

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Risque de change		
Swaps de devises et autres opérations à terme	-	-
Risque de taux d'intérêt		
Contrats sur opérations de taux (1)	-	203 732
Total	-	203 732

(1) L'EMTN émis de 250 million de dollars US a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé.

Décomposition par stratégie

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Swaps de taux	Swaptions	Swaps de devises et autres opérations à terme	Swaps de taux	Swaptions	Swaps de devises et autres opérations à terme
Position isolée	-	-	-	-	-	-
Macro couverture	-	-	-	-	-	-
Micro couverture (1)	-	-	-	203 732	-	-
Total	-	-	-	203 732	-	-

(1) L'EMTN émis de 250 million de dollars US a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé.

Ventilation des opérations par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Risque de change						
Swaps de devises et autres opérations à terme	-	-	-	-	-	-
Risque de taux						
Swaps de taux (1)	-	-	-	-	203 732	-
Swaptions	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	203 732	-

(1) L'EMTN émis de 250 million de dollars US a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé.

Juste valeur en taux des instruments financiers à terme (1)

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Valeur +	Valeur -	Valeur +	Valeur -
Position isolée	-	-	-	-
Macro couverture	-	-	-	-
Micro couverture (2)	-	-	30 200	-
- Swaps de taux (2)	-	-	30 200	-
- Swaptions	-	-	-	-
- Swaps de devises et autres opérations à terme	-	-	-	-
Total	-	-	30 200	-

(1) La juste valeur en change est déjà comptabilisée dans le bilan social sur la base de la réévaluation systématique des opérations en devises au cours de change fin de mois.

(2) Dont + 30200 milliers d'euros au titre des CCS au 31 décembre 2020.

Résultat comptabilisé sur instruments financiers à terme de taux

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Position isolée	-	-	-	-
Macro couverture	-	-	-	-
- activité de financement des filiales (cf. note 19)	-	-	-	-
- activité de financement des succursales	-	-	-	-
- swaptions	-	-	-	-
Micro couverture	-	2 633	-	9 291
- des emprunts (cf. note 19)	-	134	-	37
- des prêts (cf. note 19)	-	-	-	-
- des titres émis de créances négociables (cf. Note 21)	-	2 499	-	9 254

Note 19 Intérêts et assimilés sur opérations avec établissement de crédit

Ventilation par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Intérêts sur comptes, prêts et pensions	46	234
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	-	-
Impact net de la micro couverture des emprunts	134	37
Total	180	271
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-
Charges		
Intérêts sur comptes et emprunts	(1 870)	(536)
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	-	-
Résultat net de change	(74)	(394)
Total	(1 944)	(930)
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	180	271
Union européenne (hors France)	-	-
Total	180	271
Charges		
France	(1 944)	(903)
Union européenne (hors France)	-	(27)
Total	(1 944)	(930)

Note 20 Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Intérêts sur créances à la clientèle		
- Vente à crédit	15	117
- Autres (dont crédits à l'équipement, crédits revolving)	1	3
Intérêts sur comptes et prêts	-	13
Intérêts sur prêts subordonnés	3 770	3 625
Total	3 786	3 758
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>1 350</i>	<i>1 429</i>
Charges		
Intérêts sur comptes et emprunts	-	(3)
Coûts d'acquisition (1)	(6)	(31)
Total	(6)	(34)
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>-</i>	<i>(3)</i>

(1) Il s'agit principalement des rémunérations apporteur.

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	3 770	3 639
Union européenne (hors France)	16	119
Total	3 786	3 758
Charges		
France	-	(3)
Union européenne (hors France)	(6)	(31)
Total	(6)	(34)

Note 21 Intérêts et assimilés sur opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Sur autres titres détenus à revenu fixe		
Impact net de la micro couverture des titres de créances négociables émis	2 499	9 254
Total	2 499	9 254
Charges		
Sur obligations et autres titres émis à revenu fixe		
- Titres de créances négociables émis	(3 420)	(12 569)
Total	(3 420)	(12 569)

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	2 499	9 254
Union européenne (hors France)	-	-
Total	2 499	9 254
Charges		
France	(3 420)	(12 569)
Union européenne (hors France)	-	-
Total	(3 420)	(12 569)

Note 22 Revenus des titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Revenus des parts dans les entreprises liées		
Dividendes encaissés par le siège		
- reçus de sociétés françaises	81 636	132 273
- reçus de sociétés étrangères	193 228	151 169
Total	274 864	283 442

Note 23 Commissions

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	-	-
Sur opérations avec la clientèle	76	118
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	507	380
Total	583	498
<i>Dont entreprises liées</i>	341	267
Charges		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	(669)	(703)
Sur opérations avec la clientèle	(6)	(7)
Sur opérations sur titres	(6)	(8)
Sur opérations de change	(3)	(1)
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	(3)	(4)
Sur autres engagement de hors-bilan	-	-
Total	(687)	(723)
<i>Dont entreprises liées</i>	(4)	(3)

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	580	452
Union européenne (hors France)	3	46
Total	583	498
Charges		
France	(677)	(712)
Union européenne (hors France)	(10)	(11)
Total	(687)	(723)

Note 24 Gains et pertes sur portefeuille de placement et assimilé

Concerne uniquement le siège

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Sur parts d'OPCVM (1)	(355)	(875)
Total	(355)	(875)

(1) Ce poste comprend les résultats de cession des OPCVM.

Note 25 Autres Produits et Charges d'exploitation bancaire

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Quote part sur opérations faites en commun	1 202	2 220
Autres (1)(2)	42 149	3 778
Total	43 351	5 998
<i>Dont entreprises liées</i>	-	42
Charges		
Moins-value de cession VO	(20)	(27)
Autres	(72)	(12)
Total	(92)	(39)

(1) Ce poste enregistre la marge que dégage Banque PSA Finance dans le cadre de la refacturation des prestations d'assistance et des frais informatiques aux filiales et coentreprises.

(2) Cette variation est commentée dans la note 31 "Evénements postérieurs à la clôture".

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	43 351	5 998
Union européenne (hors France)	-	-
Total	43 351	5 998
Charges		
France	(72)	(12)
Union européenne (hors France)	(20)	(27)
Total	(92)	(39)

Note 26 Charges générales d'exploitation

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Frais de personnel	(324)	(350)
Salaires	(282)	(302)
Autres charges sociales	(42)	(48)
Autres produits et charges générales d'exploitation	(5 957)	(7 289)
Total	(6 281)	(7 639)
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	(5 457)	(6 903)
Union européenne (hors France)	(824)	(736)
Total	(6 281)	(7 639)

Note 27 Coût du risque

Concerne uniquement la succursale polonaise

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Vente à crédit	(87)	10
Créances saines		
Dotation pour dépréciation des créances saines	-	(1)
Reprise sur dépréciation des créances saines	1	5
Créances saines avec impayés		
Dotation pour dépréciation des créances saines avec impayés	(6)	(30)
Reprise sur dépréciation des créances saines avec impayés	10	41
Créances douteuses		
Dotation pour dépréciation des créances douteuses	(9)	(63)
Reprise sur dépréciation des créances douteuses	240	78
Pertes sur créances irrécupérables	(405)	(34)
Récupérations sur créances amorties	82	14
Autres créances et comptes ordinaires	268	24
Créances saines		
Dotation pour dépréciation des créances saines	-	-
Reprise sur dépréciation des créances saines	-	-
Créances saines avec impayés		
Dotation pour dépréciation des créances saines avec impayés	-	-
Reprise sur dépréciation des créances saines avec impayés	-	1
Créances douteuses		
Dotation pour dépréciation des créances douteuses	(246)	(1)
Reprise sur dépréciation des créances douteuses	514	24
Pertes sur créances irrécupérables	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Total (1)	181	34

(1) Hors l'écart de conversion et variation de périmètre.

Note 28 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Sur immobilisations propres		
Gains	-	-
Pertes	-	(1 024)
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres		
Gains (1)	71 344	13 141
Pertes (2)	(21 678)	(35 620)
Résultat de cession des succursales		
Gains (1)	2 839	1 628
Pertes (3)	-	(314)
Total	52 505	(22 189)

(1) Les gains enregistrés concernent principalement les ajustements de prix consécutifs à la mise en œuvre des coentreprises avec Santander Consumer Finance.

(2) Les pertes enregistrées correspondent à l'augmentation des dépréciations de titres (Cf. Note 6).

(3) Les pertes enregistrées correspondent à l'ajustement des apports à PSA Bank Deutschland GmbH.

Note 29 Impôt sur les bénéfices

Banque PSA Finance est filiale à 100 % de Peugeot S.A. et de deux de ses filiales. A ce titre, elle a donné son accord pour être incluse dans le périmètre du régime d'intégration fiscale du groupe PSA, défini aux articles 223 et suivants du Code Général des Impôts. Ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société-mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant.

Le principe retenu est que la charge fiscale de Banque PSA Finance soit identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du Groupe.

L'impôt sur les bénéfices au titre de l'exercice 2021 est composé d'une part de 1911 k€ au titre d'impôt sur la société. D'autre part de -744 k€ au titre de remboursement du crédit d'impôt italien.

La succursale polonaise est imposée dans son pays d'exercice.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus à l'administration fiscale au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans le pays.

Par ailleurs, la Banque PSA Finance n'enregistre aucun impôt différé.

Note 30 Résultat par secteur d'activité

Pour 2021

(en milliers d'euros)	Activités de financement					31.12.2021
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis	Refinancement et placements	
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	581	(15)	(676)	322 595	(3 726)	318 759
Coût du Risque	268	(87)	-			181
Résultat après coût du risque	849	(102)	(676)	322 595	(3 726)	318 940
Charges générales d'exploitation				(6 281)		(6 281)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(12 431)		(12 431)
Résultat d'exploitation	849	(102)	(676)	303 883	(3 726)	300 228

(1) Les éléments non répartis sur ce poste correspondent, à hauteur de 275 millions d'euros, aux dividendes reçus par Banque PSA Finance de ses filiales (cf. Note 22) et un produit de 38,5 millions d'euros au titre du remboursement précisé dans la note 31.

Pour 2020

(en milliers d'euros)	Activités de financement					31.12.2020
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis	Refinancement et placements	
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	467	99	(9 091)	302 150	(5 574)	288 051
Coût du Risque	25	9	-			34
Résultat après coût du risque	492	108	(9 091)	302 150	(5 574)	288 085
Charges générales d'exploitation				(7 639)		(7 639)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(11 042)		(11 042)
Résultat d'exploitation	492	108	(9 091)	283 469	(5 574)	269 404

(1) Les éléments non répartis sur ce poste correspondent, à hauteur de 283 millions d'euros, aux dividendes reçus par Banque PSA Finance de ses filiales (cf. Note 22).

Note 31 Événements postérieurs à la clôture

A la suite d'une enquête diligentée courant mai 2017 à l'encontre de différentes captives financières situées en Italie, l'autorité de la concurrence italienne avait condamné, début 2019, l'ensemble des captives, ainsi, que leurs maisons-mères, et les associations professionnelles, pour un montant cumulé dépassant 678 millions d'euros.

Banque PSA Finance S.A., qui a été condamnée à environ 38,5 millions d'euros, a interjeté appel de cette décision. Le 24 novembre 2020, le Tribunal (TAR Lazio de Rome) avait annulé la décision de l'autorité de la concurrence italienne dans son intégralité, mais fin décembre 2020, l'autorité de la concurrence italienne avait exercé un recours à l'encontre de cette décision devant le Conseil d'Etat. Le 3 février 2022, le Conseil d'Etat italien a rendu sa décision ("Sentenza") et a débouté l'autorité de la concurrence italienne en confirmant le jugement du TAR Lazio de Rome. Suite à ce jugement favorable intervenu entre 31 décembre 2021 et la date d'arrêté des comptes, et étant donné que l'amende de 38,5 M€ avait été initialement intégralement payée en 2019 par Banque PSA Finance S.A., un produit du même montant a été comptabilisé dans les compte sociaux 2021, en autres produits d'exploitation bancaire, au titre du remboursement à recevoir de l'autorité de la concurrence italienne.

Entre le 31 décembre 2021 et le 18 février 2022, date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration de BPF, aucun autre événement, susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers, n'est survenu.

3.7 FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 décembre 2021

Sociétés ou groupes de sociétés (en milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en % direct	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
1) Filiales détenues à plus de 50% (directement ou indirectement)										
PSA Services Ltd Mediterranean Building 53, Abate Rigord Street XBX Malte	32 705	91 139	100	56 255	56 255	-	-	24 827	36 122	24 856
PC Argentina Compania de Seguros Maipù 942 -20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	103	3 491	70	518	518	-	-	3 788	2 184	-
PSA Finacial Holding B.V. Lemelerbergweg 12,1101 DV Amsterdam Pays-Bas	57 800	134 437	100	138 389	138 389	-	-	1 211	7 493	1 210
Banque PSA Finance Algérie Plateau des Annassers, 16000 ALGER Algérie	427	(367)	2	12	1	-	-	-	(12)	-
BPF Pazarlama AHAS Kayisdagi Caddesi No : 1/1ATASEHIR - ISTANBUI Turquie	63	228	100	968	252	-	-	400	240	-
Banque PSA Finance Mexico SA de CV SOFOM Av Insurgentes Sur n° 1898, MEXICO Mexique	5 198	476	3	242	178	-	-	1 809	742	-
2) Coentreprises détenues à 50%										
PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A. Maipù 942 -20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	448	12 688	50	13 159	9 765	-	-	10 001	7 051	-
PSA Banque France 29 rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois Perret	144 843	923 423	50	469 711	469 711	-	-	75 954	73 556	78 955
PSA Finance España EFC C/Eduardo Barreiros N°110. 28041 Madrid Espagne	499 132	244 049	50	332 379	332 379	-	-	167 760	53 306	43 000
Banca Italia S.p.a Via Gallarate 199, 20151 Milano Italie	140 309	180 032	50	154 402	154 402	-	-	146 728	71 915	4 489
Banco PSA Finance Brasil S.A. Rua Eng. Francisco Pitta Brito, 779 3° andar Sao Paulo SP Cep. 04753-080 - Brésil	36 355	23 371	50	27 025	22 069	-	-	15 486	4 195	-
PSA Finance Polska Sp.oz.o. ul.Domaniewska 44 a 02-672 Warszawa Pologne	26 101	10 190	50	15 367	15 367	-	-	13 402	6 880	-
PSA Bank Deutschland GmbH Siemensstrasse 10, 63263 Neu-Issenbug Allemagne	1 464	524 228	50	254 703	254 703	-	-	26 429	47 957	-
Opel Bank S.A. 7, rue Henri sainte Claire Deville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	101 930	1 183 887	50	489 208	489 208	-	-	96 104	68 892	65 818
Olympia SAS 7, rue Henri sainte Claire Deville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	32	-	50	16	16	-	-	-	-	-
3) Participation										
Automobile Citroen 7, rue Henri sainte Claire Deville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	159 000	16 085	-	-	-	-	1 067	-	110 112	-

3.8 RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(Articles D133, D135, D148 du décret du 23 mars 1967)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2018	Exercice 2017
Capital en fin d'exercice					
Capital social	199 620	199 620	199 620	199 620	199 620
Nombre d'actions émises	12 476 246	12 476 246	12 476 246	12 476 246	12 476 246
Résultat global des opérations de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	317 077	359 825	316 360	196 630	317 744
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	305 738	252 064	214 717	137 157	233 824
Impôt sur les bénéfices	(1 482)	367	(971)	34	(4 430)
Résultat après impôt, amortissements et provisions	312 751	247 582	209 730	84 562	236 920
Montant des bénéfices distribués	106 048	-	111 538	96 566	-
Résultat des opérations réduit à une seule action, en Euro					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	24,39	20,23	17,13	11,00	18,39
Résultat après impôts, amortissements et provisions	25,07	19,84	16,81	6,78	21,37
Dividende net attribué à chaque action :					
- dividende distribué	8,50	-	8,94	7,74	-
- avoir fiscal néant (Intégration fiscale)	-	-	-	-	-
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	7	10	9	12	12
Montant de la masse salariale de l'exercice	282	302	438	345	401
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc..)	42	48	52	52	61

BANQUE PSA FINANCE
Société Anonyme au capital de 199.619.936 euros
Siège social 2-10 Boulevard de l'Europe, 78300 POISSY
325 952 224 RCS VERSAILLES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
LE 14 AVRIL 2022

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL



L'an deux mille vingt-deux et le quatorze avril à dix-huit heures trente minutes, les actionnaires de la société Banque PSA Finance, société anonyme au capital de 199.619.936 Euros, dont le nombre d'actions au jour de l'Assemblée ressort à 12 476 246, dont le siège social est à Poissy, 2-10 Boulevard de l'Europe, se sont réunis par visio-conférence / conférence téléphonique, sur la convocation qui leur a été faite par le Conseil d'administration par lettre en date du 30 mars 2022.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque membre de l'Assemblée.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Rémy BAYLE, actionnaire et Directeur Général de Banque PSA Finance.

Monsieur Mark ROLLINGER, représentant la société STELLANTIS N.V., Madame Linda JACKSON, représentant la société AUTOMOBILES PEUGEOT S.A., les deux actionnaires présents et acceptants, qui représentent tant par eux-mêmes ou comme mandataire, le plus grand nombre de voix, sont ensuite appelés comme scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne Monsieur Guillaume LAUBRY comme Secrétaire de l'Assemblée.

Les sociétés ERNST & YOUNG Audit et MAZARS, les deux commissaires aux comptes titulaires, régulièrement convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 30 mars 2022, empêchés, sont excusés.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau constitué comme indiqué ci-dessus, permet de constater que les actionnaires présents détiennent 12 476 246 actions, soit 12 476 246 voix, et que le quorum légal est atteint.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Troisième résolution

Affectation du résultat de l'exercice 2021

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate que le bénéfice distribuable, constitué par le bénéfice de l'exercice 2021 de 351.251.180,35 Euros, majoré du report à nouveau bénéficiaire de 1.314.807.879,41 Euros, s'élève à la somme de 1.666.059.059,76 Euros.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter l'intégralité du bénéfice distribuable au report à nouveau, qui, en conséquence, s'élèvera à 1.666.059.059,76 Euros.

L'Assemblée Générale prend note qu'au titre des exercices 2018, 2019 et 2020 les dividendes versés ont été respectivement de 7,74 Euros, 8,94 Euros et 0 Euro par action.

Cette résolution, mise aux voix,
est adoptée à l'unanimité

Certifié conforme
Le Directeur Général



Rémy BAYLE

Banque PSA Finance
Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

MAZARS
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense cedex
S.A. à directoire et conseil de surveillance
au capital de € 8 320 000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Banque PSA Finance

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Banque PSA Finance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque PSA Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Evaluation des titres de participation et parts dans les entreprises liées

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans les notes 1-C et 6 de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation et parts dans les entreprises liées, figurant au bilan de la société Banque PSA Finance au 31 décembre 2021 pour un montant net de M€ 1 943, représentent un poste significatif du bilan. Ils sont comptabilisés à leur prix de revient hors frais accessoires, et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité.</p> <p>La détermination de cette valeur d'utilité requiert l'exercice de jugement par la direction dans son choix des éléments à considérer selon les titres concernés. Ces éléments peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (actif net, actif net retraité, actif net consolidé), ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité et plan d'affaires).</p> <p>La conjoncture et l'environnement économiques auxquels sont confrontées les participations et entreprises liées, ainsi que leurs implantations géographiques, peuvent avoir un impact sur l'évolution de leurs résultats et la marche des affaires.</p> <p>Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à l'établissement des prévisions, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et parts dans les entreprises liées constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à mettre en œuvre les procédures suivantes :</p> <p>Pour la détermination de la valeur d'utilité reposant sur des éléments historiques :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ Analyser la concordance entre les actifs nets retenus dans le calcul de la valeur d'utilité et les comptes des entités ayant fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques ;▶ Analyser la documentation des ajustements et retraitements opérés sur les actifs nets retenus ;▶ Vérifier l'exactitude arithmétique du calcul de la valeur d'utilité des titres ainsi évalués. <p>Pour la détermination de la valeur d'utilité reposant sur des éléments prévisionnels :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ Analyser la cohérence des perspectives de rentabilité utilisées pour déterminer la valeur d'utilité des participations avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques approuvés par la gouvernance des entités concernées en prenant en compte, le cas échéant, les impacts de la crise sanitaire liée au Covid-19 ;▶ Analyser les perspectives de rentabilité utilisées par le passé pour déterminer la valeur d'utilité en les comparant aux données financières correspondantes réalisées ;▶ Vérifier l'exactitude arithmétique du calcul de la valeur d'utilité des titres ainsi évalués.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

- Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du Code de commerce

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque PSA Finance par votre assemblée générale du 18 avril 2005 pour le cabinet MAZARS et du 19 avril 2011 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2021, le cabinet MAZARS était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la onzième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 1^{er} mars 2022

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG Audit

Matthew Brown

Luc Valverde

3.1 Commentaires sur les comptes et le bilan 2021 de la société Banque PSA Finance

Les états financiers de Banque PSA Finance arrêtés au 31 décembre 2021 traduisent les évolutions de la banque dans les trois domaines d'activités qui sont les siens :

- en tant qu'établissement principal de la succursale opérationnelle en Pologne ;
- en tant que société holding de filiales implantées en France et à l'étranger ;

- en tant que centrale de refinancement de la succursale polonaise.

Banque PSA Finance est par ailleurs la holding d'un Groupe de sociétés d'assurance constitué notamment de sociétés d'assurance, vie et non vie, sous le contrôle du Malta Financial Services Authority (MFSA).

Compte de résultat

Le résultat net de l'exercice 2021 est ressorti à 351 millions d'euros contre 248 millions d'euros en 2020, en hausse de 103 millions d'euros. La variation résulte principalement des éléments suivants :

- Le Produit Net Bancaire est en hausse de 31 millions d'euros qui s'explique principalement par un produit à recevoir relatif au remboursement de 38,5 millions d'euros de l'autorité de la concurrence italienne suite au jugement favorable intervenu entre 31 décembre 2021 et la date d'arrêté des comptes et une diminution de 8 millions d'euros de dividendes en 2021 en comparaison à l'année précédente (275 millions d'euros reçus en 2021 contre 283 millions d'euros en 2020).
- La variation des charges générales d'exploitations est non significative.
- Les dotations aux amortissements sont stables ;
- Le coût du risque est non significatif du fait de la faible activité avec la clientèle ;
- Les gains sur actifs immobilisés s'élèvent à 53 millions d'euros en 2021, et s'expliquent principalement par la cession des titres de participation de PSA Finance UK Ltd, PSA Finance Belux et PSA Financial Service Nederland B.V. à PSA Financial service Spain E.FC. S.A..

Bilan

Le total du bilan ressort à 2 890 millions d'euros à fin 2021 contre 2 879 millions d'euros à fin 2020. Les éléments notables sont les suivants :

A l'actif

- La réserve de liquidité de Banque PSA Finance s'élève à 609 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 523 millions en décembre 2020. Les actifs liquides de grande qualité sont stables.
- Les parts dans les entreprises liées et coentreprises s'élèvent à 1 943 millions d'euros au 31 décembre 2021 contre 2 004 millions d'euros au 31 décembre 2020. Cette baisse de 61 millions s'explique, d'une part par la diminution de 16 millions d'euros des participations de Banque PSA Finance dans ses entreprises liées, d'autre part par la baisse de 45 millions d'euros dans les coentreprises comprenant le transfert des titres

PSA Finance UK Ltd, PSA Finance Belux et PSA Financial Service Nederland B.V., initialement détenus par Banque PSA Finance, à PSA Financial Service Spain E.FC. S.A.

Au passif

- Les comptes ordinaires bancaire sont en baisse de 4 millions d'euros.
- Les capitaux propres sont en hausse de 245 millions d'euros, correspondant au résultat de l'exercice 2021 déduction faite des dividendes versés au titre de l'exercice 2020.

Hors-bilan

La variation des postes de hors bilan est liée à la variation des engagements de financement reçus d'établissements de crédit au titre des lignes bancaires bilatérales à long terme .

3.3 Bilan au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31.12.2021	31.12.2020
Actif			
Opérations interbancaires et assimilées		817 123	495 462
- Caisse, banques centrales, CCP	2	498 948	173 173
- Créances sur les établissements de crédit	3	318 175	322 289
Opérations avec la clientèle	4	155	756
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable	5	-	235 085
Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	6	1 943 213	2 004 602
Crédit-bail et location avec option d'achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisations incorporelles	7	61 893	54 382
Immobilisations corporelles	7	970	1 082
Autres actifs	8	21 732	50 530
Comptes de régularisation	9	45 194	37 106
Total de l'actif		2 890 280	2 879 005
Passif			
Opérations interbancaires et assimilées		8 513	12 322
- Dettes envers les établissements de crédit	10	8 513	12 322
Opérations avec la clientèle	11	8 939	5 803
Dettes représentées par un titre	12	-	206 563
Autres passifs	13	31 958	28 605
Comptes de régularisation	14	10 628	40 516
Provisions	15	1 786	1 943
Dettes subordonnées		-	-
Capitaux propres	16	2 828 456	2 583 253
- Capital souscrit		199 620	199 620
- Primes d'émission		642 815	642 815
- Réserves		319 962	319 962
- Report à nouveau		1 314 808	1 173 274
- Résultat de l'exercice		351 251	247 582
Total du passif		2 890 280	2 879 005

Les totaux du bilan actif et passif ventilés en Euros/Devises est détaillé dans la Note 17.

3.4 Hors-bilan au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Engagements donnés		
Engagements de financement	-	-
- En faveur d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- En faveur de la clientèle, entreprises liées	-	-
- En faveur de la clientèle, hors groupe	-	-
Engagements de garantie	7 686	16 007
- En faveur d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- En faveur d'établissements de crédit, hors groupe	669	669
- En faveur de la clientèle, entreprises liées	6 430	14 746
- En faveur de la clientèle, hors groupe	587	592
Engagements sur titres	-	-
- Titres à livrer, hors groupe	-	-
Autres engagements donnés	-	-
- Autres	-	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	90 000	140 559
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	90 000	140 559
Engagements de garantie	115	2 457
- Reçus d'établissements de crédit, entreprises liées	-	-
- Reçus d'établissements de crédit, hors groupe	115	2 457

Le hors-bilan relatif aux instruments financiers à terme est détaillé dans la Note 18.

3.5 Compte de résultat au 31 décembre 2021

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31.12.2021	31.12.2020
Intérêts et produits assimilés		6 465	13 283
- Sur opérations avec les établissements de crédit	19	180	271
- Sur opérations avec la clientèle	20	3 786	3 758
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	21	2 499	9 254
Intérêts et charges assimilées		(5 370)	(13 533)
- Sur opérations avec les établissements de crédit	19	(1 944)	(930)
- Sur opérations avec la clientèle	20	(6)	(34)
- Sur obligations et autres titres à revenu fixe	21	(3 420)	(12 569)
Revenus des titres à revenu variable	22	274 864	283 442
Commissions (Produits)	23	583	498
Commissions (Charges)	23	(687)	(723)
Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilé	24	(355)	(875)
Autres produits d'exploitation bancaire	25	43 351	5 998
Autres charges d'exploitation bancaire	25	(92)	(39)
Produit net bancaire		318 759	288 051
Charges générales d'exploitation	26	(6 281)	(7 639)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	7	(12 431)	(11 042)
Résultat brut d'exploitation		300 047	269 370
Coût du risque	27	181	34
Résultat d'exploitation		300 228	269 404
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	28	52 505	(22 189)
Résultat exceptionnel		-	-
Résultat courant avant impôt		352 733	247 215
Impôt sur les bénéfices	29	(1 482)	367
Résultat de l'exercice		351 251	247 582
<i>Résultat par action (en euros)</i>		<i>28,15</i>	<i>19,84</i>

3.6 Notes annexes aux états financiers pour les exercices clos en 2021 et 2020

Notes Annexes

Note 1	Principes comptables
Note 2	Caisse, banques centrales, CCP
Note 3	Créances sur les établissements de crédit
Note 4	Opérations avec la clientèle
Note 5	Actions et autres titres à revenu variable
Note 6	Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme
Note 7	Immobilisations incorporelles et corporelles
Note 8	Autres actifs
Note 9	Comptes de régularisation actif
Note 10	Dettes envers les établissements de crédit
Note 11	Opérations avec la clientèle
Note 12	Dettes représentées par un titre
Note 13	Autres passifs
Note 14	Comptes de régularisation passif
Note 15	Provisions
Note 16	Variation des capitaux propres
Note 17	Ventilation actif passif en Euros / Devises
Note 18	Instruments financiers à terme
Note 19	Intérêts et assimilés sur opérations avec les établissements de crédit
Note 20	Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle
Note 21	Intérêts et assimilés sur opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe
Note 22	Revenus des titres à revenu variable
Note 23	Commissions
Note 24	Gains et pertes sur portefeuille de placement et assimilé
Note 25	Autres produits et Charges d'exploitation bancaire
Note 26	Charges générales d'exploitation
Note 27	Coût du risque
Note 28	Gains ou pertes sur actifs immobilisés
Note 29	Impôts sur les bénéfices
Note 30	Résultat par secteur d'activité
Note 31	Événements postérieurs à la clôture

Les états financiers du 31 décembre 2021 de la société Banque PSA Finance sont établis et présentés conformément aux principes applicables en France aux établissements de crédit, notamment le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et amendé par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020.

Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice. Les changements éventuels dans la présentation sont mentionnés dans chacune des notes annexes concernées.

Les principes comptables utilisés sont décrits aux paragraphes A à H ci-dessous.

A. Principes de centralisation

Les comptes sociaux de Banque PSA Finance centralisent les comptes de la société Banque PSA Finance et de sa succursale étrangère basée en Pologne.

Les comptes individuels de la succursale polonaise sont établis selon les règles comptables en vigueur dans le pays d'activité. Par application des règles comptables bancaires françaises d'une part, et pour des raisons d'homogénéité d'autre part, ces comptes sont retraités avant centralisation.

Les principaux retraitements applicables sont les suivants :

- présentation patrimoniale des opérations de crédit-bail et assimilées et des opérations de location simple ;
- annulation de l'impôt différé présent dans les comptes sociaux locaux ;
- étalement des commissions versées aux apporteurs ;
- application des normes groupe pour le provisionnement des créances (cf. paragraphe D ci-après).

B. Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les coûts de développement des logiciels informatiques à usage interne, pour la partie relative aux coûts internes ou externes affectés directement à la création ou à l'amélioration des performances sont portés à l'actif du bilan. Les immobilisations incorporelles ainsi créées, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation, avec un maximum de 12 ans. Les autres coûts d'acquisition et de développement sont immédiatement portés en charges.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles autres que

les terrains sont amorties linéairement sur les durées de vie suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| - Constructions | 20 à 30 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | 4 à 10 ans |

C. Titres

Conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du

secteur bancaire, les titres sont classés en fonction de l'intention qui préside à leur détention.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur valeur de remboursement. Les décotes ou primes sont amorties ou étalées sur la durée de vie résiduelle des titres, selon la méthode linéaire. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

Lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres, une dépréciation est comptabilisée.

Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition. Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres est amorti de façon linéaire sur leur durée de vie résiduelle. La valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. Lorsque le prix de marché à la date de clôture est inférieure à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est comptabilisée.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les intérêts sont inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Dans le cas des OPCVM avec garantie de résultat, les intérêts garantis par le contrat sont comptabilisés tous les mois sans attendre le versement du dividende et inscrits au compte de résultat dans la rubrique « Gains / pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres de transaction

Il n'y a pas d'activité sur titres de transaction, autrement dit, sur titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide avec intention de revente à brève échéance dans un délai maximum de six mois.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de la banque sont classés dans cette catégorie conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition, hors frais accessoires d'achat.

La valeur d'inventaire des participations est déterminée par la valeur d'utilité fondée généralement sur la quote-part d'actif net retraité conformément aux principes du groupe, ou consolidé lorsqu'il s'agit de sociétés mères des sous-groupes. Les autres participations sont estimées d'après leur valeur d'utilité fondée sur une analyse multicritères tenant compte notamment de l'actif net social et des perspectives de rentabilité, issue généralement des Plans Moyen Terme préparés dans le cadre de la gouvernance des partenariats. Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur comptable au bilan, une dépréciation est constituée dans les livres à hauteur de la différence.

Lorsque la valeur d'inventaire est négative, et si la situation le justifie, une provision est alors constituée.

D. Créances sur la clientèle

D.1 Opérations avec la clientèle

La valeur brute des financements de vente à crédit inclut les intérêts courus. Les intérêts des financements sont enregistrés en produits financiers sur la durée des contrats selon la méthode actuarielle. Les commissions et autres rémunérations versées aux apporteurs de clientèle, ainsi que les frais administratifs directs externes sont enregistrées en « Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle » et sont étalées de manière symétrique aux produits comptabilisés sur les contrats. Les autres frais engagés pour l'obtention et le suivi des contrats sont passés en charges au moment où ils sont exposés et enregistrés en « Commissions » sur opérations avec la clientèle.

La valeur brute des financements de stock aux réseaux comprend le montant principal avancé et les intérêts courus qui sont comptabilisés en produits financiers sur une base mensuelle.

Classement en créances douteuses

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les engagements présentant des échéances impayées de plus de 90 jours ou de plus de 270 jours pour les Administrations locales, sont classés en créances douteuses.

Notion de statut immunisant : l'application d'un statut immunisant permet le report du déclassement en créances douteuses dans la limite de 150 jours pour la clientèle « Retail », de 451 jours pour la clientèle « Corporate » et de 631 jours pour les Administrations locales et dans la mesure où les impayés ne sont que la conséquence d'événements techniques non liés à la solvabilité du client.

Notion de statut forçant : l'utilisation d'un statut forçant en cas de risque aggravé permet le déclassement avant 91 jours ou 271 jours.

Pour la clientèle autre que « Retail », dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement par le délai, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash ». L'existence du « Rapport Flash » est reconnue dans les systèmes et joue le rôle de statut forçant.

Dépréciation et provisions sur créances clientèle

Les dépréciations et provisions sur créances à la clientèle « Retail » :

- En ce qui concerne les créances saines, l'existence d'un impayé caractérise le risque de perte de valeur de la créance. Dès le premier jour d'impayé, la totalité de l'encours restant dû est déprécié en fonction de sa probabilité de passage en créances douteuses et du taux de pertes moyennes actualisées. La provision calculée est classée au passif du bilan.

- En ce qui concerne les créances douteuses, telles que définies précédemment, Banque PSA Finance a constitué une base de données historiques, qui intègre les données de recouvrement effectif de ces créances. Cette base permet d'apprécier le taux de pertes moyennes actualisées, sur la base duquel est calculée la dépréciation sur créances douteuses.

Les dépréciations des créances à la clientèle autre que « Retail » :

- Dès l'apparition du premier impayé et au plus tard lors de son déclassement, une analyse du risque au dossier est formalisée dans un document nommé « Rapport Flash », qui précise le montant éventuel de la dépréciation.

A la demande du régulateur, un modèle de dépréciation a été développé prenant en compte différents indicateurs (secteurs, zones à risques, etc...). A ce titre, Banque PSA Finance enregistre une dépréciation collective sur l'encours sain Corporate depuis fin 2014.

Passages en pertes :

Dès lors qu'une créance est considérée comme irrécouvrable, elle est passée en pertes. A partir de ce moment, la dépréciation précédente est reprise par résultat et tout montant recouvré ultérieurement est crédité au compte de résultat.

D.2 Commissions reçues et coûts marginaux de transaction étalés

Les commissions reçues comprennent essentiellement les bonifications d'intérêts versées par les marques Peugeot, DS et Citroën et les frais de dossiers facturés aux clients. Elles font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

Les coûts marginaux de transaction comprennent essentiellement les commissions versées aux apporteurs d'affaires. Ils font l'objet d'un étalement actuariel sur la durée des contrats, au prorata du capital restant dû.

E. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre regroupent les bons de caisse, les emprunts obligataires, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus attachés à ces titres sont enregistrés dans un compte de dettes rattachées.

Les primes d'émission des emprunts obligataires sont amorties de façon linéaire sur la durée de vie des emprunts. Les primes d'émission des titres de créances négociables sont également amorties de façon linéaire, sur la durée de vie des titres. La charge correspondante est inscrite au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts sur dettes représentées par un titre ».

Conformément à l'option fiscale d'étalement retenue, les frais d'émission sont amortis et comptabilisés dans les mêmes conditions que les primes d'émission.

F. Instruments financiers à terme

F.1 Nature des opérations

Les encours consentis par les sociétés du groupe à la clientèle sont essentiellement accordés à taux fixe, le refinancement est en majeure partie indexé sur des taux révisables ou variables.

L'impact des variations de taux d'intérêt sur la marge des sociétés du groupe est couvert en contractant des dérivés auprès de banques externes. Ces dérivés permettent l'adéquation globale des structures de taux de l'actif et du passif et sont qualifiés de macro couverture.

En outre, les opérations permettant de limiter le risque de taux sur les excédents de liquidité de Banque PSA Finance sont qualifiées de micro couverture (au sens de la réglementation bancaire française). C'est aussi le cas des dérivés qui ramènent à taux variable la partie du refinancement contracté à taux fixe.

Les opérations effectuées par Banque PSA Finance dans le cadre de la centralisation de la trésorerie et par les sociétés du groupe hors zone euro, sont donc essentiellement des opérations de couverture.

Les dérivés le plus souvent utilisés sont les instruments d'échange de taux d'intérêt (swaps de taux), les opérations assimilées (caps, floors, swaptions,...) et les instruments d'échange de devises (swaps de devises).

F.2 Principes d'enregistrement

Les dérivés en vie à la date de clôture figurent dans les engagements hors bilan. Les dérivés de taux et de change sont enregistrés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les montants inscrits dans les comptes de hors bilan correspondent aux engagements nominaux et représentent le volume des opérations et non les risques qui leur sont associés.

Opérations de macro couverture

Pour les opérations qualifiées de macro couverture, les charges et les produits sont inscrits prorata-temporis en compte de résultat.

a) Les résultats relatifs aux opérations qui couvrent l'activité de financement de la succursale polonaise figurent au poste « Intérêts sur opérations avec la clientèle » (cf. Note 20).

b) Les résultats relatifs aux opérations qui couvrent l'activité de financement des filiales, via les prêts interbancaires qui leurs sont accordés, figurent au poste « Intérêts sur opérations avec les établissements de crédit » (cf. Note 19).

Opérations de micro couverture

Pour les opérations de Banque PSA Finance qualifiées d'opérations de micro couverture, les charges et les produits relatifs aux dérivés utilisés, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts.

Traitement des soultes

Les soultes constatées lors de la conclusion d'un contrat sont rapportées au compte de résultat sur la durée de vie du contrat.

Les soultes constatées lors de la résiliation ou de l'assignation d'un contrat, ou de son remplacement par un autre contrat, sont rapportées immédiatement au compte de résultat si position isolée. Elles sont par contre amorties prorata-temporis pour les opérations de macro couverture et les opérations de micro couverture.

Traitement des acomptes sur résultat futur des swaps

Dans le cas de swaps avec acompte payé ou reçu sur résultat futur :

- l'acompte payé est comptabilisé en « charges payées d'avance »,
- l'acompte reçu est comptabilisé en « produits constatés d'avance ».

Traitement des swaptions de couverture de la production future d'encours de crédit à taux fixe

La prime payée est étalée linéairement entre la date de paiement de la prime et la date d'échéance de l'option.

A l'échéance, la valeur intrinsèque de l'option est étalée linéairement sur la durée de vie des swaps de macro couverture mis en place en couverture de l'encours de crédit à taux fixe.

F.3 Risque de contrepartie

Les risques sont limités aux opérations sur produits dérivés négociés dans le cadre de contrats FBF ou ISDA et à des opérations de placement de liquidités à très court terme avec des contreparties de premier plan.

G. Opérations en devises

Conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, les créances, dettes et engagements libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés dans leur devise d'origine. A chaque arrêté comptable, les éléments du bilan et du hors bilan en devises étrangères sont réévalués en euros au cours du jour de clôture. Les gains et pertes de change résultant des réévaluations ci-dessus sont enregistrés au compte de résultat.

Les opérations en devises sont systématiquement couvertes par la mise en place d'instruments dérivés de couverture de change. L'impact en résultat de ces dérivés compense celui des opérations décrites précédemment. En conséquence, le résultat de change est structurellement non significatif.

H. Entreprises liées

Les « entreprises liées » correspondent aux entités ayant entre elles des liens de contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

Note 2 Caisse, banques centrales, CCP

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Caisse & CCP	-	1
Banques centrales	499 017	173 203
- dont réserves obligatoires auprès de la Banque de France	-	-
Créances rattachées	(69)	(31)
Total	498 948	173 173

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	498 948	173 172
Union européenne (hors France)	-	1
Total	498 948	173 173

Note 3 Créances sur les établissements de crédit

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Créances à vue sur établissements de crédit	110 410	114 518
Comptes ordinaires débiteurs	110 457	114 505
Prêts au jour le jour	-	-
Créances rattachées	(47)	13
Créances à terme sur établissements de crédit	207 765	207 771
Prêts et pensions à terme (1)	207 500	207 500
Créances rattachées	265	271
Total	318 175	322 289
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>74 053</i>	<i>74 058</i>

(1) En 2020, Banque PSA Finance a accordé des prêts subordonnés: pour un montant de 35 millions d'euros à Opel Bank S.A, coentreprise française en partenariat avec BNP Paribas Personal Finance et pour 20 millions d'euros à PSA Finance Espana EFC.SA., coentreprise en partenariat avec Santander Consumer Finance.

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	110 675	114 789
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	207 500	207 500
Total	318 175	322 289

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	317 773	322 288
Union européenne (hors France)	402	1
Total	318 175	322 289

Note 4 Opérations avec la clientèle

4.1 - Analyse des créances nettes totales

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Prêts à la clientèle financière	-	-
Créances sur la clientèle	-	663
Vente à crédit	-	649
- dont dépréciations (1)	-	(232)
Créances rattachées sur vente à crédit	-	-
Autres créances (dont crédits à l'équipement, crédits revolving)	-	14
- dont dépréciations (1)	-	(268)
Créances rattachées sur autres créances	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	155	92
Comptes ordinaires	155	92
Créances rattachées	-	-
Éléments intégrés au coût amorti des opérations avec la clientèle	-	1
Étalement des coûts d'acquisition	-	6
Étalement des frais de dossiers	-	(5)
Étalement de la participation des marques et des réseaux	-	-
Total	155	756
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

(1) Hors écart de conversion et variation de périmètre. Cf. variation des dépréciations Note 27.

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	155	207
Inférieur à 3 mois	-	138
De 3 mois à 1 an	-	247
De 1 à 5 ans	-	164
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	155	756

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	155	92
Union européenne (hors France)	-	664
Total	155	756

4.2 - Analyse des créances saines avec impayés

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Vente à crédit	-	60
- Montant brut	-	64
- Dépréciations (1)	-	(4)
Total	-	60

(1) Hors écart de conversion et variation de périmètre. Cf. variation des dépréciations Note 27.

4.3 - Analyse des créances douteuses

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Vente à crédit	-	107
- Montant brut	-	339
- Dépréciations (1)	-	(232)
Autres créances et comptes ordinaires	-	-
- Montant brut	-	268
- Dépréciations (1)	-	(268)
Total	-	107

(1) Hors écart de conversion et variation de périmètre. Cf. variation des dépréciations Note 27.

Note 5 Actions et autres titres à revenu variable

Concerne uniquement le siège

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Titres de placement	-	235 085
Titres OPCVM (1)	-	236 628
Dépréciations	-	(1 543)
Total	-	235 085

(1) Les OPCVM sont qualifiés en tant qu'équivalent de trésorerie et font partie de la réserve de liquidité du groupe BPF.

Note 6 Parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2021
Parts dans les entreprises liées	211 816	(119)	(16 104)	-	195 593
Etablissements de crédit					
- Brut (1)	231 790	-	(35 406)	-	196 384
- Dépréciations (1)	(19 974)	(119)	19 302	-	(791)
Autres					
- Brut	-	-	-	-	-
- Dépréciations	-	-	-	-	-
Créances rattachées sur parts dans les entreprises liées (2)					
- Brut	-	-	-	-	-
- Dépréciations	-	-	-	-	-
Parts détenues dans les coentreprises	1 792 786	189 265	(234 431)	-	1 747 620
- Brut (2)	1 802 860	189 541	(236 431)	-	1 755 970
- Dépréciations	(10 074)	(276)	2 000	-	(8 350)
Participations et autres titres détenus à long terme	-	-	-	-	-
Total	2 004 602	189 146	(250 535)	-	1 943 213

(1) Cette variation est relative à la liquidation des sociétés BANK PSA Finance Rus et de Peugeot Citroen Leasing Russie.

(2) Ces variations sont relatives au transfert des titres PSA Finance UK Ltd, PSA Finance Belux et PSA Financial Service Nederland B.V., initialement détenus par Banque PSA Finance, à PSA Financial service Spain E.F.C. S.A.

Détails des parts dans les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2021
Valeurs brutes					
Etablissements de crédit	231 790	-	(35 406)	-	196 384
- PSA Finance Hungaria Zrt	HU	424	(424)	-	-
- Banque PSA Finance Mexico SA de CV	MX	242	-	-	242
- PSA Financial Holding B.V. (4)	NL	138 389	-	-	138 389
- BPF Pazarlama AHAS	TR	968	-	-	968
- PCA Compania de Seguros	AR	518	-	-	518
- Peugeot Citroen Leasing Russie	RU	2 703	(2 703)	-	-
- Banque PSA Finance Rus	RU	32 279	(32 279)	-	-
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	12	-	-	12
- PSA Services Ltd	MT	56 255	-	-	56 255
Autres	-	-	-	-	-
Dépréciations des titres					
Etablissements de crédit	(19 974)	(119)	19 302	-	(791)
- PSA Finance Hungaria Zrt	HU	(424)	424	-	-
- Banque PSA Finance Mexico SA de CV	MX	(70)	6	-	(64)
- BPF Pazarlama AHAS	TR	(597)	(119)	-	(716)
- Peugeot Citroen Leasing Russie	RU	(2 703)	2 703	-	-
- Banque PSA Finance Rus (3)	RU	(16 169)	16 169	-	-
- Banque PSA Finance Algérie	DZ	(11)	-	-	(11)
Autres	-	-	-	-	-
Total	211 816	(119)	(16 104)	-	195 593

Détails des parts détenues dans les coentreprises

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Augmentation	Diminution	Autres variations	31.12.2021
Valeurs brutes	1 802 860	189 541	(236 431)	-	1 755 970
- PSA Banque France (1)	FR 469 711	-	-	-	469 711
- PSA Finance UK Ltd (1)	GB 147 290	-	(147 290)	-	-
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.(3)	AR 13 159	-	-	-	13 159
- PSA Finance España EFC (1)	ES 142 838	189 541	-	-	332 379
- Banca Italia S.p.a (1)	IT 154 402	-	-	-	154 402
- PSA Finance Belux (1)	BE 64 908	-	(64 908)	-	-
- Banco PSA Finance Brasil S.A. (4)	BR 27 025	-	-	-	27 025
- PSA Financial Services Nederland B.V. (1)	NL 24 233	-	(24 233)	-	-
- PSA Bank deutschland GmbH (1)	DE 254 703	-	-	-	254 703
- PSA Finance Polska Sp.zo.o. (1)	PL 15 367	-	-	-	15 367
- Opel Bank S.A (2)	FR 489 208	-	-	-	489 208
- Olympia SAS (2)	FR 16	-	-	-	16
Dépréciations des titres	(10 074)	(276)	2 000	-	(8 350)
- PSA Finance Argentina Compania Financiera SA.(3)	AR (5 394)	-	2 000	-	(3 394)
- Banco PSA Finance Brasil S.A. (4)	BR (4 680)	(276)	-	-	(4 956)
Total	1 792 786	189 265	(234 431)	-	1 747 620

(1) Coentreprises détenues 50/50 avec Santander Consumer Finance.

(2) Coentreprises détenues 50/50 avec BNP Paribas Personal Finance

(3) Coentreprise détenue 50/50 avec Banco Bilbao Vizcaya Argentaria en Argentine

(4) Coentreprises détenues 50/50 avec le groupe Santander.

Note 07 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette
Immobilisations corporelles	1 128	(158)	970	1 160	(78)	1 082
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	-	-	-	32	(32)	-
- Matériel et outillage	10	(9)	1	10	(9)	1
- Autres	1 118	(149)	969	1 118	(37)	1 081
Immobilisations incorporelles	256 462	(194 569)	61 893	236 643	(182 261)	54 382
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
- Logiciels	256 461	(194 569)	61 892	236 642	(182 261)	54 381
- Autres	1	-	1	1	-	1
Total	257 590	(194 727)	62 863	237 803	(182 339)	55 464

Tableau de variation des valeurs brutes

(en milliers d'euros)	31.12.2020				31.12.2021
	Valeur brute Immobilisations	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute Immobilisations
Immobilisations corporelles	1 160	-	(32)	-	1 128
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	32	-	(32)	-	-
- Matériel et outillage	10	-	-	-	10
- Autres	1 118	-	-	-	1 118
Immobilisations incorporelles	236 643	19 819	-	-	256 462
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	236 642	19 819	-	-	256 461
- Autres	1	-	-	-	1
Total	237 803	19 819	(32)	-	257 590

Tableau de variation des amortissements

(en milliers d'euros)	31.12.2020				31.12.2021
	Amortissements Immobilisations	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Amortissements Immobilisations
Immobilisations corporelles	(78)	(112)	32	-	(158)
- Terrains et constructions	-	-	-	-	-
- Matériel de transport	(32)	-	32	-	-
- Matériel et outillage	(9)	-	-	-	(9)
- Autres	(37)	(112)	-	-	(149)
Immobilisations incorporelles	(182 261)	(12 319)	11	-	(194 569)
- Fonds de commerce	-	-	-	-	-
- Frais d'établissement	-	-	-	-	-
- Logiciels	(182 261)	(12 319)	11	-	(194 569)
- Autres	-	-	-	-	-
Total	(182 339)	(12 431)	43	-	(194 727)

Note 08 Autres actifs

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Etat et organismes sociaux (1) (2)	2 806	12 466
Fond de garantie des dépôts	1 460	1 535
Autres actifs (3)	15 718	34 778
Ecart de conversion	1 748	1 751
Total (2)	21 732	50 530
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>1 091</i>	<i>18 118</i>

(1) L'Administration italienne a remboursé à la Banque PSA Finance le crédit d'impôt pour un montant de la créance de 9,3 millions d'euros et de 0,7 millions d'euros d'intérêts.

(2) Chez BPF S.A. 1,7 millions d'euros correspondent à la TVA déductible provisionnée dans le cadre de l'assistance technique.

(3) On note une diminution du total des autres actifs de 19 millions d'euros principalement due aux dividendes à recevoir de 17,7 millions d'euros en 2020 vs 0,6 millions d'euros en 2021.

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	19 965	48 763
Union européenne (hors France)	1 767	1 767
Total	21 732	50 530

Note 9 Comptes de régularisation actif

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Charges payées d'avance	194	182
Charges à répartir sur prime d'émission des titres	-	25
Autres charges à répartir	-	69
Autres charges payées d'avance	194	88
Produits à recevoir	45 000	9 961
Sur instruments financiers à terme (1)	-	2 831
Autres produits à recevoir (2)	45 000	7 130
Autres comptes de régularisation	-	26 963
Ajustement devises (3)	-	26 113
Comptes de régularisation divers	-	850
Total	45 194	37 106

(1) L'EMTN émis a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé. Les charges payées d'avance sur ces instruments correspondaient aux appels de marge versés.

(2) Cette variation est commentée dans la note 31 "Evénements postérieurs à la clôture".

(3) Le poste d'ajustement de devises correspond à la réévaluation des swaps de devises (Euro/USD) qui couvrent les opérations de financement en devises sur 2020.

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	45 194	37 086
Union européenne (hors France)	-	20
Total	45 194	37 106

Note 10 Dettes envers les établissements de crédit

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dettes à vue envers les établissements de crédit	8 513	12 322
Comptes ordinaires créditeurs	8 513	12 322
Comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Dettes rattachées	-	-
Dettes à terme envers les établissements de crédit	-	-
Total	8 513	12 322
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>8 513</i>	<i>12 223</i>

Depuis la mise en place des partenariats locaux avec Santander Consumer Finance et BNP Paribas Personal Finance, le refinancement des filiales n'est plus sous la responsabilité de Banque PSA Finance.

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	8 513	12 322
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	8 513	12 322

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	8 513	12 223
Union européenne (hors France)	-	99
Total	8 513	12 322

Note 11 Opérations avec la clientèle

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Dettes à vue sur opérations avec la clientèle	8 939	5 803
Comptes ordinaires créditeurs	8 939	5 695
Autres sommes dues	-	108
Dettes rattachées sur comptes ordinaires créditeurs	-	-
Dettes à terme sur opérations avec la clientèle	-	-
Total	8 939	5 803
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>7 747</i>	<i>4 000</i>

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	8 939	5 803
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	-
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	8 939	5 803

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	8 939	5 695
Union européenne (hors France)	-	108
Total	8 939	5 803

Note 12 Dettes représentées par un titre

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	206 563
EMTN et BMTN	-	203 732
Certificats de dépôts	-	-
Dettes rattachées	-	2 831
Total	-	206 563

L'EMTN émis de 250 millions de dollars US a été remboursé en avril 2021.

Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Non réparti	-	2 831
Inférieur à 3 mois	-	-
De 3 mois à 1 an	-	203 732
De 1 à 5 ans	-	-
Supérieur à 5 ans	-	-
Total	-	206 563

Note 13 Autres passifs

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Etat	1 848	412
Organismes sociaux	5	10
Dettes fournisseurs (1)(2)	30 105	28 179
Autres passifs	-	4
Total	31 958	28 605
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>27 100</i>	<i>22 693</i>

(1) En France, Banque PSA Finance règle ses fournisseurs dans un délai maximum de 45 jours fin de mois à compter de la date de la facture, en conformité avec les dispositions de la Loi de Modernisation de l'Economie (article L. 441-6 du Code de commerce).

(2) Ce poste est principalement constitué des refacturations de fin d'année de Peugeot S.A. à hauteur de 27 millions d'euros.

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	31 948	28 570
Union européenne (hors France)	10	35
Total	31 958	28 605

Note 14 Comptes de régularisation passif

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits constatés d'avance	-	30 319
Sur Instruments Financiers à Terme (1)	-	30 319
Autres produits constatés d'avance	-	-
Charges à payer	10 344	10 100
Sur Instruments Financiers à Terme (2)	-	749
Autres charges à payer	10 344	9 351
Autres comptes de régularisation	284	97
Ajustement devises	-	-
Comptes de régularisation divers	284	97
Total	10 628	40 516

(1) L'EMTN émis a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé. Au 31 décembre 2020 ce poste enregistrait 30,3 millions d'euros au titre des différentiels d'intérêts sur swaps reçus par avance (appels de marge) des contreparties. Note 13 et 17

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	10 534	40 344
Union européenne (hors France)	94	172
Total	10 628	40 516

Note 15 Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Dotations	Reprises		31.12.2021
			Utilisées	Non utilisées	
Union européenne (hors France)					
- Provision pour retraite	-	-	-	-	-
- Provision pour revente véhicules d'occasion	-	-	-	-	-
- Autres provisions	13	-	(13)	-	-
France					
- Provision pour risques fiscaux	105	-	-	(105)	-
- Autres provisions pour risques et charges	1 825	-	(39)	-	1 786
Total	1 943	-	(52)	(105)	1 786

Note 16 Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	31.12.2020	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Résultat de l'exercice	31.12.2021
Capital (1)	199 620		-		199 620
Primes d'émission, d'apport, de fusion	642 815		-		642 815
Autres réserves	300 000		-		300 000
Réserve légale	19 962	-			19 962
Report à nouveau	1 173 274	141 534	-		1 314 808
Résultat	247 582	(247 582)	-	351 251	351 251
Total	2 583 253	(106 048)	-	351 251	2 828 456
Dividendes versés		106 048			

(1) Au 31/12/2021, le capital social de 199 millions d'euros, intégralement libéré, est composé de 12 476 246 actions émises. Banque PSA Finance est détenue par la société Peugeot S.A. (9 348 180 actions représentant 75% du capital) et par deux de ses filiales : la société Automobiles Peugeot S.A. (qui détient 2 002 862 actions soit 16% du capital) et la société Automobiles Citroën S.A. (qui détient 1 125 203 actions soit 9% du capital). Le Directeur General Administrateur de Banque PSA Finance détient la dernière action.

Note 17 Ventilation actif passif en Euros / Devises

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Actif en devises	2 735	5 680
Actif en euros	2 849 045	2 873 325
Total Actif	2 851 780	2 879 005
Passif en devises	131	207 830
Passif en euros	2 851 649	2 671 175
Total Passif	2 851 780	2 879 005

Note 18 Instruments financiers à terme

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Risque de change		
Swaps de devises et autres opérations à terme	-	-
Risque de taux d'intérêt		
Contrats sur opérations de taux (1)	-	203 732
Total	-	203 732

(1) L'EMTN émis de 250 million de dollars US a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé.

Décomposition par stratégie

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	Swaps de taux	Swaptions	Swaps de devises et autres opérations à terme	Swaps de taux	Swaptions	Swaps de devises et autres opérations à terme
Position isolée	-	-	-	-	-	-
Macro couverture	-	-	-	-	-	-
Micro couverture (1)	-	-	-	203 732	-	-
Total	-	-	-	203 732	-	-

(1) L'EMTN émis de 250 million de dollars US a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé.

Ventilation des opérations par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31.12.2021			31.12.2020		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Risque de change						
Swaps de devises et autres opérations à terme	-	-	-	-	-	-
Risque de taux						
Swaps de taux (1)	-	-	-	-	203 732	-
Swaptions	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	203 732	-

(1) L'EMTN émis de 250 million de dollars US a été remboursé en avril 2021, ainsi que le cross currency swap associé.

Juste valeur en taux des instruments financiers à terme (1)

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Valeur +	Valeur -	Valeur +	Valeur -
Position isolée				
Macro couverture	-	-	-	-
Micro couverture (2)				
- Swaps de taux (2)	-	-	30 200	-
- Swaptions	-	-	-	-
- Swaps de devises et autres opérations à terme	-	-	-	-
Total	-	-	30 200	-

(1) La juste valeur en change est déjà comptabilisée dans le bilan social sur la base de la réévaluation systématique des opérations en devises au cours de change fin de mois.

(2) Dont + 30200 milliers d'euros au titre des CCS au 31 décembre 2020.

Résultat comptabilisé sur instruments financiers à terme de taux

(en milliers d'euros)	31.12.2021		31.12.2020	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Position isolée				
Macro couverture	-	-	-	-
- activité de financement des filiales (cf. note 19)	-	-	-	-
- activité de financement des succursales	-	-	-	-
- swaptions	-	-	-	-
Micro couverture				
- des emprunts (cf. note 19)	-	2 633	-	9 291
- des prêts (cf. note 19)	-	134	-	37
- des titres émis de créances négociables (cf. Note 21)	-	2 499	-	9 254

Note 19 Intérêts et assimilés sur opérations avec établissement de crédit

Ventilation par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Intérêts sur comptes, prêts et pensions	46	234
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	-	-
Impact net de la micro couverture des emprunts	134	37
Total	180	271
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-
Charges		
Intérêts sur comptes et emprunts	(1 870)	(536)
Impact net de la macro couverture (activité de financement des filiales)	-	-
Résultat net de change	(74)	(394)
Total	(1 944)	(930)
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	180	271
Union européenne (hors France)	-	-
Total	180	271
Charges		
France	(1 944)	(903)
Union européenne (hors France)	-	(27)
Total	(1 944)	(930)

Note 20 Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle

Ventilation par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Intérêts sur créances à la clientèle		
- Vente à crédit	15	117
- Autres (dont crédits à l'équipement, crédits revolving)	1	3
Intérêts sur comptes et prêts	-	13
Intérêts sur prêts subordonnés	3 770	3 625
Total	3 786	3 758
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>1 350</i>	<i>1 429</i>
Charges		
Intérêts sur comptes et emprunts	-	(3)
Coûts d'acquisition (1)	(6)	(31)
Total	(6)	(34)
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>-</i>	<i>(3)</i>

(1) Il s'agit principalement des rémunérations apporteur.

Ventilation par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	3 770	3 639
Union européenne (hors France)	16	119
Total	3 786	3 758
Charges		
France	-	(3)
Union européenne (hors France)	(6)	(31)
Total	(6)	(34)

Note 21 Intérêts et assimilés sur opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Sur autres titres détenus à revenu fixe		
Impact net de la micro couverture des titres de créances négociables émis	2 499	9 254
Total	2 499	9 254
Charges		
Sur obligations et autres titres émis à revenu fixe		
- Titres de créances négociables émis	(3 420)	(12 569)
Total	(3 420)	(12 569)

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	2 499	9 254
Union européenne (hors France)	-	-
Total	2 499	9 254
Charges		
France	(3 420)	(12 569)
Union européenne (hors France)	-	-
Total	(3 420)	(12 569)

Note 22 Revenus des titres à revenu variable

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Revenus des parts dans les entreprises liées		
Dividendes encaissés par le siège		
- reçus de sociétés françaises	81 636	132 273
- reçus de sociétés étrangères	193 228	151 169
Total	274 864	283 442

Note 23 Commissions

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	-	-
Sur opérations avec la clientèle	76	118
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	507	380
Total	583	498
<i>Dont entreprises liées</i>	341	267
Charges		
Sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	(669)	(703)
Sur opérations avec la clientèle	(6)	(7)
Sur opérations sur titres	(6)	(8)
Sur opérations de change	(3)	(1)
Sur instruments financiers à terme	-	-
Sur prestations de service	(3)	(4)
Sur autres engagement de hors-bilan	-	-
Total	(687)	(723)
<i>Dont entreprises liées</i>	(4)	(3)

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	580	452
Union européenne (hors France)	3	46
Total	583	498
Charges		
France	(677)	(712)
Union européenne (hors France)	(10)	(11)
Total	(687)	(723)

Note 24 Gains et pertes sur portefeuille de placement et assimilé

Concerne uniquement le siège

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Sur parts d'OPCVM (1)	(355)	(875)
Total	(355)	(875)

(1) Ce poste comprend les résultats de cession des OPCVM.

Note 25 Autres Produits et Charges d'exploitation bancaire

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
Quote part sur opérations faites en commun	1 202	2 220
Autres (1)(2)	42 149	3 778
Total	43 351	5 998
<i>Dont entreprises liées</i>	-	42
Charges		
Moins-value de cession VO	(20)	(27)
Autres	(72)	(12)
Total	(92)	(39)

(1) Ce poste enregistre la marge que dégage Banque PSA Finance dans le cadre de la refacturation des prestations d'assistance et des frais informatiques aux filiales et coentreprises.

(2) Cette variation est commentée dans la note 31 "Evénements postérieurs à la clôture".

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Produits		
France	43 351	5 998
Union européenne (hors France)	-	-
Total	43 351	5 998
Charges		
France	(72)	(12)
Union européenne (hors France)	(20)	(27)
Total	(92)	(39)

Note 26 Charges générales d'exploitation

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Frais de personnel	(324)	(350)
Salaires	(282)	(302)
Autres charges sociales	(42)	(48)
Autres produits et charges générales d'exploitation	(5 957)	(7 289)
Total	(6 281)	(7 639)
<i>Dont entreprises liées</i>	-	-

Ventilation par zone géographique

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
France	(5 457)	(6 903)
Union européenne (hors France)	(824)	(736)
Total	(6 281)	(7 639)

Note 27 Coût du risque

Concerne uniquement la succursale polonaise

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Vente à crédit	(87)	10
Créances saines		
Dotation pour dépréciation des créances saines	-	(1)
Reprise sur dépréciation des créances saines	1	5
Créances saines avec impayés		
Dotation pour dépréciation des créances saines avec impayés	(6)	(30)
Reprise sur dépréciation des créances saines avec impayés	10	41
Créances douteuses		
Dotation pour dépréciation des créances douteuses	(9)	(63)
Reprise sur dépréciation des créances douteuses	240	78
Pertes sur créances irrécupérables	(405)	(34)
Récupérations sur créances amorties	82	14
Autres créances et comptes ordinaires	268	24
Créances saines		
Dotation pour dépréciation des créances saines	-	-
Reprise sur dépréciation des créances saines	-	-
Créances saines avec impayés		
Dotation pour dépréciation des créances saines avec impayés	-	-
Reprise sur dépréciation des créances saines avec impayés	-	1
Créances douteuses		
Dotation pour dépréciation des créances douteuses	(246)	(1)
Reprise sur dépréciation des créances douteuses	514	24
Pertes sur créances irrécupérables	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	-
Total (1)	181	34

(1) Hors l'écart de conversion et variation de périmètre.

Note 28 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	31.12.2021	31.12.2020
Sur immobilisations propres		
Gains	-	-
Pertes	-	(1 024)
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres		
Gains (1)	71 344	13 141
Pertes (2)	(21 678)	(35 620)
Résultat de cession des succursales		
Gains (1)	2 839	1 628
Pertes (3)	-	(314)
Total	52 505	(22 189)

(1) Les gains enregistrés concernent principalement les ajustements de prix consécutifs à la mise en œuvre des coentreprises avec Santander Consumer Finance.

(2) Les pertes enregistrées correspondent à l'augmentation des dépréciations de titres (Cf. Note 6).

(3) Les pertes enregistrées correspondent à l'ajustement des apports à PSA Bank Deutschland GmbH.

Note 29 Impôt sur les bénéfices

Banque PSA Finance est filiale à 100 % de Peugeot S.A. et de deux de ses filiales. A ce titre, elle a donné son accord pour être incluse dans le périmètre du régime d'intégration fiscale du groupe PSA, défini aux articles 223 et suivants du Code Général des Impôts. Ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société-mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant.

Le principe retenu est que la charge fiscale de Banque PSA Finance soit identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du Groupe.

L'impôt sur les bénéfices au titre de l'exercice 2021 est composé d'une part de 1911 k€ au titre d'impôt sur la société. D'autre part de -744 k€ au titre de remboursement du crédit d'impôt italien.

La succursale polonaise est imposée dans son pays d'exercice.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus à l'administration fiscale au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans le pays.

Par ailleurs, la Banque PSA Finance n'enregistre aucun impôt différé.

Note 30 Résultat par secteur d'activité

Pour 2021

(en milliers d'euros)	Activités de financement					31.12.2021
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis	Refinancement et placements	
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	581	(15)	(676)	322 595	(3 726)	318 759
Coût du Risque	268	(87)	-			181
Résultat après coût du risque	849	(102)	(676)	322 595	(3 726)	318 940
Charges générales d'exploitation				(6 281)		(6 281)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(12 431)		(12 431)
Résultat d'exploitation	849	(102)	(676)	303 883	(3 726)	300 228

(1) Les éléments non répartis sur ce poste correspondent, à hauteur de 275 millions d'euros, aux dividendes reçus par Banque PSA Finance de ses filiales (cf. Note 22) et un produit de 38,5 millions d'euros au titre du remboursement précisé dans la note 31.

Pour 2020

(en milliers d'euros)	Activités de financement					31.12.2020
	Corporate Réseau	Client final		Eléments non répartis	Refinancement et placements	
		Retail	Corporate et assimilés			
Produit net bancaire (1)	467	99	(9 091)	302 150	(5 574)	288 051
Coût du Risque	25	9	-			34
Résultat après coût du risque	492	108	(9 091)	302 150	(5 574)	288 085
Charges générales d'exploitation				(7 639)		(7 639)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles corporelles				(11 042)		(11 042)
Résultat d'exploitation	492	108	(9 091)	283 469	(5 574)	269 404

(1) Les éléments non répartis sur ce poste correspondent, à hauteur de 283 millions d'euros, aux dividendes reçus par Banque PSA Finance de ses filiales (cf. Note 22).

Note 31 Événements postérieurs à la clôture

A la suite d'une enquête diligentée courant mai 2017 à l'encontre de différentes captives financières situées en Italie, l'autorité de la concurrence italienne avait condamné, début 2019, l'ensemble des captives, ainsi, que leurs maisons-mères, et les associations professionnelles, pour un montant cumulé dépassant 678 millions d'euros.

Banque PSA Finance S.A., qui a été condamnée à environ 38,5 millions d'euros, a interjeté appel de cette décision. Le 24 novembre 2020, le Tribunal (TAR Lazio de Rome) avait annulé la décision de l'autorité de la concurrence italienne dans son intégralité, mais fin décembre 2020, l'autorité de la concurrence italienne avait exercé un recours à l'encontre de cette décision devant le Conseil d'Etat. Le 3 février 2022, le Conseil d'Etat italien a rendu sa décision ("Sentenza") et a débouté l'autorité de la concurrence italienne en confirmant le jugement du TAR Lazio de Rome. Suite à ce jugement favorable intervenu entre 31 décembre 2021 et la date d'arrêté des comptes, et étant donné que l'amende de 38,5 M€ avait été initialement intégralement payée en 2019 par Banque PSA Finance S.A., un produit du même montant a été comptabilisé dans les compte sociaux 2021, en autres produits d'exploitation bancaire, au titre du remboursement à recevoir de l'autorité de la concurrence italienne.

Entre le 31 décembre 2021 et le 18 février 2022, date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration de BPF, aucun autre événement, susceptible d'influer de manière significative sur les décisions économiques prises sur la base des présents états financiers, n'est survenu.

3.7 FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 décembre 2021

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue en % direct	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<i>(en milliers d'euros)</i>										
1) Filiales détenues à plus de 50% (directement ou indirectement)										
PSA Services Ltd Mediterranean Building 53, Abate Rigord Street XBX Malte	32 705	91 139	100	56 255	56 255	-	-	24 827	36 122	24 856
PC Argentina Compania de Seguros Maipù 942 -20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	103	3 491	70	518	518	-	-	3 788	2 184	-
PSA Finacial Holding B.V. Lemelerbergweg 12,1101 DV Amsterdam Pays-Bas	57 800	134 437	100	138 389	138 389	-	-	1 211	7 493	1 210
Banque PSA Finance Algérie Plateau des Annassers, 16000 ALGER Algérie	427	(367)	2	12	1	-	-	-	(12)	-
BPF Pazarlama AHAS Kayisdagi Caddesi No : 1/1ATASEHIR - ISTANBUI Turquie	63	228	100	968	252	-	-	400	240	-
Banque PSA Finance Mexico SA de CV SOFOM Av Insurgentes Sur n° 1898, MEXICO Mexique	5 198	476	3	242	178	-	-	1 809	742	-
2) Coentreprises détenues à 50%										
PSA Finance Argentina Compania Financiera S.A. Maipù 942 -20ième étage C1006ACN - Ciudad Autonoma de Buenos Aires	448	12 688	50	13 159	9 765	-	-	10 001	7 051	-
PSA Banque France 29 rue Ernest Cognacq, 92300 Levallois Perret	144 843	923 423	50	469 711	469 711	-	-	75 954	73 556	78 955
PSA Finance España EFC C/Eduardo Barreiros N°110. 28041 Madrid Espagne	499 132	244 049	50	332 379	332 379	-	-	167 760	53 306	43 000
Banca Italia S.p.a Via Gallarate 199, 20151 Milano Italie	140 309	180 032	50	154 402	154 402	-	-	146 728	71 915	4 489
Banco PSA Finance Brasil S.A. Rua Eng. Francisco Pitta Brito, 779 3° andar Sao Paulo SP Cep. 04753-080 - Brésil	36 355	23 371	50	27 025	22 069	-	-	15 486	4 195	-
PSA Finance Polska Sp.oz.o. ul.Domaniewska 44 a 02-672 Warszawa Pologne	26 101	10 190	50	15 367	15 367	-	-	13 402	6 880	-
PSA Bank Deutschland GmbH Siemensstrasse 10, 63263 Neu-Issenbug Allemagne	1 464	524 228	50	254 703	254 703	-	-	26 429	47 957	-
Opel Bank S.A. 7, rue Henri sainte Claire Deville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	101 930	1 183 887	50	489 208	489 208	-	-	96 104	68 892	65 818
Olympia SAS 7, rue Henri sainte Claire Deville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	32	-	50	16	16	-	-	-	-	-
3) Participation										
Automobile Citroen 7, rue Henri sainte Claire Deville, 92563 Rueil Malmaison Cedex, France	159 000	16 085	-	-	-	-	1 067	-	110 112	-

3.8 RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(Articles D133, D135, D148 du décret du 23 mars 1967)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2018	Exercice 2017
Capital en fin d'exercice					
Capital social	199 620	199 620	199 620	199 620	199 620
Nombre d'actions émises	12 476 246	12 476 246	12 476 246	12 476 246	12 476 246
Résultat global des opérations de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	317 077	359 825	316 360	196 630	317 744
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	305 738	252 064	214 717	137 157	233 824
Impôt sur les bénéfices	(1 482)	367	(971)	34	(4 430)
Résultat après impôt, amortissements et provisions	312 751	247 582	209 730	84 562	236 920
Montant des bénéfices distribués	106 048	-	111 538	96 566	-
Résultat des opérations réduit à une seule action, en Euro					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	24,39	20,23	17,13	11,00	18,39
Résultat après impôts, amortissements et provisions	25,07	19,84	16,81	6,78	21,37
Dividende net attribué à chaque action :					
- dividende distribué	8,50	-	8,94	7,74	-
- avoir fiscal néant (Intégration fiscale)	-	-	-	-	-
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	7	10	9	12	12
Montant de la masse salariale de l'exercice	282	302	438	345	401
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc..)	42	48	52	52	61